

ON S'ABONNE ?

PARIS, rue du Croissant, 12.

DÉPARTEMENTS ET ALSACE-LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.

ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 3, à Strasbourg.

ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delany, Davies & Co, 1, Finch Lane, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, Lombard Street, E. C.

AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

APRÈS BOURSE
QUATRE HEURES

	Hauss.	Baiss.
3 0/0	80 15	» » » 30
3 0/0 amortiss. .	81 90	» » » 20
4 1/2 0/0 1883 .	109 35	» » » 25
Cons. anglais . .	100 1/4	» » » 1/16
Italien	95 85	» » » 05
Flor. autric. (or).	88 1/2	» » » »
Esp. Extér. nouv.	56 5/16	3/16 » » »
Egyptien 6 0/0 .	328 75	1 25 » » »
Ch. Egyptiens . .	» » »	» » » »
Turc 4 0/0 (nouv.)	14 45	» » » »
Banque ottomane	502 50	» » » »

PARIS, 27 OCTOBRE

DERNIÈRES NOUVELLES

LE CONSEIL DES MINISTRES

Tous les ministres, y compris les démissionnaires, se sont réunis ce matin à l'Élysée, sous la présidence de M. Jules Grévy. Le conseil a continué l'examen des diverses questions qui pourraient être soulevées dès le début de la prochaine session.

Il a discuté l'attitude politique que le cabinet devrait prendre devant le Parlement. On a ensuite commencé l'étude de la question financière et continué celle de la question coloniale qui a absorbé une grande partie du conseil.

Les ministres ont approuvé la décision prise par M. René Goblet, ministre de l'Instruction publique et des beaux-arts, d'interdire la représentation de la pièce que MM. Emile Zola et Bismach ont tirée du roman *Le roman expérimental*.

Le conseil a examiné la demande faite par certains étrangers d'émettre des billets de loterie. Sans prendre de décision, le conseil s'est montré peu favorable. Il trouve que le chiffre de vingt millions de billets, en circulation actuellement, est déjà trop élevé.

INTÉRIEUR

Il nous revient que la majorité du conseil penche vers la continuation des opérations militaires au Tong-King, contrairement à l'opinion de M. le général Camponen.

Les conseils municipaux des départements de l'Ain et d'Eure-et-Loir, à l'effet d'élire des successeurs à MM. Robin et Jumeau, sont convoqués pour le 8 novembre à l'effet d'élire leurs délégués sénatoriels.

L'élection est fixée au 13 décembre prochain.

M. Blancsubé est élu député de la Cochinchine par 418 voix contre 412 voix à M. Ternilleu.

Périgueux, 27 octobre.

Les écoulements continuent dans les carrières de Chancelade; la montagne s'affaisse de plus en plus.

La recherche des ouvriers ensevelis a été infructueuse. On craint qu'ils n'aient tous péri.

Les pluies empêchent les fouilles. On redoute de nouveaux éboulements. Le désastre est immense.

Alger, 27 octobre.

Le transport *Chérifien*, venant de Brest et ayant à bord 194 militaires et du matériel de guerre, est arrivé à 7 heures 30 du matin, à destination du Tong-King.

Il prend à Alger une vingtaine de passagers, officiers et civils, et partira dans la soirée.

EXTÉRIEUR

Londres, 27 octobre.

Le gouvernement anglais a expédié aujourd'hui ses instructions à son ambassadeur à Constantinople, pour l'autoriser à prendre part à la Conférence sous certaines réserves.

INFORMATIONS

— Nous nous f... du Tong-King! déclarait tout récemment un haut, très haut fonctionnaire, parlant à un intime.

Cette déclaration donne la mesure exacte de la politique qu'entend suivre le ministère dans l'Extrême-Orient.

Cette politique, nous le répétons, se résume en deux mots : lâchons tout!

Est-ce vrai? On assure aujourd'hui que M. Poubelle n'abandonnera pas la préfecture de la Seine pour se réfugier au conseil d'Etat.

Nous savons bien que l'homme aux boîtes était le protégé de M. Jules Grévy, mais nous ignorons que cette protection allait jusque-là.

M. Lequeux, naguère encore consul au Caire, vient d'arriver à Paris.

Cet agent partira le mois prochain pour Yokohama, où il va occuper le consulat.

Dès son arrivée, son prédécesseur intérimaire, M. de Lalonde, rentrera en France en vertu d'un congé.

La Chine tient décidément à devenir une puissance militaire.

Le gouvernement de Pékin a, en effet, récemment approuvé un projet tendant à constituer une armée régulière de 600,000 hommes.

D'un autre côté, un conseil supérieur d'administration vient d'être constitué sous la présidence de Li-Hung-Chang.

Son premier acte a été de commander en Allemagne quatre nouveaux cuirassés armés de canons Krupp.

Ces bâtiments seront immédiatement mis sur chantiers et devront être livrés dans un délai de deux années.

CONSERVATEURS ET RÉPUBLICAINS

Le calcul a été fait des voix obtenues respectivement par les conservateurs et par les républicains aux élections dernières.

Pour établir ce calcul, on a pris dans chaque département le candidat conservateur et le candidat républicain qui, élus ou non, ont obtenu le plus grand nombre de suffrages.

Dans les départements ayant donné lieu à un scrutin de ballottage, le nombre de voix acquises aux deux listes en présence a été établi en tenant compte du scrutin qui a réuni le plus de votants.

Il est certain que, grâce à ce double procédé, l'on est arrivé à une détermination aussi exacte que possible des forces respectives de chaque parti.

Voici le résultat du travail dont il s'agit :

Républicains . . .	4,376,454 voix
Conservateurs . . .	3,068,578
Différence . . .	767,876 voix

Ainsi, sur sept millions neuf cent quatre-vingt-cinq mille votants, il eût suffi d'un simple déplacement de 383,939 voix pour que la majorité passât du côté des conservateurs.

Ce dernier chiffre s'abaisserait même dans une proportion notable, si l'on ajoutait au total des voix conservatrices les suffrages obtenus, dans les départements où n'existait aucune liste de cette opinion, par certains républicains modérés, en faveur desquels ont évidemment voté les conservateurs.

VENGEANCES RÉPUBLICAINES

Les candidats républicains blackboulés se vengent en ce moment. A leur sollicitation, les préfets suspendent les maires des communes réfractaires à la République, en attendant que le ministre les révoque.

Parmi ces maires, on en signale plusieurs qui doivent leur disgrâce à ce fait qu'ils ont refusé d'afficher les placards que M. le préfet leur avait envoyés. Or, tous ces placards contenaient de fausses nouvelles sur l'état du Tong-King et sur les soldats dont on préparait en ce moment le départ; il y avait là un délit prévu et puni par la loi.

On frappe les maires qui ont refusé de s'en faire les complices, mais les quarante-trois journaux qui avaient été désignés par MM. les préfets aux sévérités du parquet demeurent impursuivis. Les journaux avaient dit la vérité, et voilà pourquoi on n'ose pas les poursuivre. Comment ose-t-on frapper les maires dont le seul tort a été de croire à des nouvelles qui étaient vraies, plutôt qu'à des nouvelles qui étaient fausses?

LES INVALIDATIONS

Les journaux radicaux, dont *l'Événement* représente la quintessence, continuent leur campagne contre les élections conservatrices. Tous demandent, réclament une enquête générale minutieuse. Ils incriminent le clergé, ils dénoncent les fonctionnaires, ils calomnient les députés, ils injurient les électeurs.

Ecoulez le journal de M. Magnier :

L'enquête électorale s'ouvre à point et déjà les faits les plus révoltants d'intimidation et de corruption apparaissent. Le clergé, payé par l'Etat s'est jeté à corps perdu dans une lutte féroce contre l'Etat. On a surtout abusé de la simplicité et de la crédulité des ruraux. La calomnie a foisonné. On a épouvané les consciences, soudoyé les intérêts. On a soulevé les plus bas instincts.

S'il existe encore des textes qui punissent de tels excès, pourquoi ne commencerait-on pas à les appliquer en cassant les élections qui en sont sorties? Les aimables ennemis de la République aimeraient-ils mieux qu'on les fit passer devant les tribunaux?

Par exemple, n'est-ce pas une pitié, une honte qu'un animal de France ait poussé le cynisme jusqu'à promettre la suppression du service militaire pour gagner des voix? Si cette monstrueuse incitation au mépris du plus sacré des devoirs patriotiques demeure impunie, il n'y a plus de loi, il n'y a plus de France, il n'y a plus rien!

Voit-on d'ici le rédacteur en chef de *l'Événement*, le candidat avorté donnant des leçons de patriotisme à un amiral français!

La même feuille, dont l'opportunisme fit jadis scandale, dit dans un autre coin :

M. Allain-Targé, ministre de l'Intérieur, a reçu, ces jours-ci, un grand nombre de députés et d'anciens députés appartenant à la région de l'Ouest, qui venaient l'entretenir de la nécessité de procéder immédiatement à une enquête sur l'ingénierie du clergé dans les élections dernières. Ils ont représenté à M. Allain-Targé combien il était nécessaire, dans l'intérêt même de la République, d'agir immédiatement, sans attendre la nomination de commissions d'enquête par la Chambre.

Ces mêmes députés ont insisté sur la tactique suivie actuellement par les réactionnaires. Un mot d'ordre semble être venu de Paris et est colporté par l'intermédiaire des journaux locaux : on accuse les fonctionnaires d'avoir pratiqué la candidature

officielle. Dans l'Orne notamment, le journal de M. Dugué de la Fauconnerie, prévoyant une enquête et calculant ses inconvénients, cherche à intimider les fonctionnaires timides et timides.

M. Allain-Targé a paru vivement frappé de ces considérations, et nous croyons savoir que l'enquête relative aux agissements du clergé, notamment dans l'Ouest, va immédiatement commencer, de façon à pouvoir fournir à la Chambre tous les renseignements de nature à l'éclairer.

Faites-la donc, votre enquête, et à vos inventions le parti des honnêtes gens répondra par une contre-enquête.

Nous ne saurions trop le répéter, il faut que les députés conservateurs, que les comités, que les journaux réunissent documents et informations pour démontrer tout ce qu'il y a eu d'odieux, de grotesque et d'arbitraire dans la conduite de l'administration.

Les preuves de pression, de vénalité, de subornation abondent. Qu'on les produise au grand jour, et que le parti prenne dans son sein des orateurs érudits pour porter l'accusation! Que les Jolibois, les Cassagnac, les Delafosse et tant d'autres dressent le réquisitoire, afin que le pays prononce l'arrêt!

« GALLIÆ AD EXEMPLAR »

Nous pouvons, aujourd'hui, nous rendre un compte exact de l'impression que le résultat des élections françaises a produite à l'étranger. Les appréciations des grands journaux européens, dégagées de l'influence que les erreurs volontaires ou les sophismes intéressés du parti républicain avaient exercée dès le premier moment, prennent un caractère suffisamment net et positif pour qu'on puisse les grouper, les considérer dans leur ensemble et en dégager la philosophie.

Les conclusions d'un tel examen sont non seulement encourageantes pour nos conservateurs, mais propres à relever la confiance morale que tous les Français ont dû garder dans les destinées de leur pays. L'attention passionnée que les étrangers prêtent aux actes de la politique française, les jugements qu'ils portent sur sa direction, l'anxiété avec laquelle on attend les actes prochains qui manifesteront que la France, qui avait paru s'abandonner elle-même depuis huit ans, a repris enfin possession d'elle-même, prouvent que, malgré ses malheurs, elle reste encore, sinon la grande nation, du moins celle que tous les autres observent et se proposent à suivre lorsqu'elle s'engage dans les voies du bien. Ainsi se vérifie cette observation profonde de M. de Bonald, qui écrivait : « Il n'y a que deux peuples dont les révolutions méritent d'être étudiées par un politique : Rome et la France ».

Les succès électoraux des conservateurs français, tout relatif qu'il soit, est donc apparu aux publicistes anglais, allemands, russes, autrichiens, italiens et belges, mais principalement aux écrivains politiques de Londres, de Rome et de Bruxelles, comme l'indice certain du réveil des influences contre-révolutionnaires sur toute la surface du vieux continent.

En ce qui concerne spécialement l'Angleterre, une correspondance de Londres, publiée dans le dernier numéro de la *Revue britannique*, établit que les conservateurs anglais considèrent le mouvement qui s'est produit en France comme un appoint décisif pour le triomphe de leurs candidats aux élections qui se préparent.

Le marquis de Salisbury, notamment, jugerait que ce qui s'est passé chez nous équivaut à une première bataille gagnée contre la coalition radicale en Angleterre. Le langage des journaux toriens confirme ce sentiment.

En Belgique, où les catholiques sont au pouvoir depuis l'année dernière, l'impression ressentie est analogue et peut-être plus vive encore. La direction de la politique française a toujours exercé une indéniable action sur la direction de la politique belge. Il est certain que si les conservateurs français avaient été défaits honteusement comme on pouvait le craindre, le 4 et le 18 octobre, la poussée libérale se fut accentuée violemment en Belgique, et le gouvernement eût été renversé plus promptement que difficile aux ministres actuels. L'échec des jacobins français, avec lesquels les jacobins belges ont tant d'affinités et de rapports, maçonniques et autres, a fortement démoralisé les hommes d'action du parti libéral chez nos voisins du Nord. Il suffit de lire *l'Indépendance* et *l'Étoile* pour s'en convaincre.

A Rome aussi, les résultats de nos scrutins législatifs ont eu pour effet immédiat d'épouvanter les hommes de gauche. La politique modérée, que représentent, en Italie, M. Depretis et M. le comte de Robilant, y gagnera de devenir d'une application plus facile. Nous devons nous en féliciter.

L'observation que nous produisons tout à l'heure, à savoir que la France est redevenue, depuis quinze jours, la nation sur laquelle toutes les autres ont les yeux fixés, celle qui donne le ton et l'exemple, est donc pleinement justifiée. On peut, modifiant un vers célèbre, dire du nouveau :

Galliæ ad exemplar totius componitur orbis.

La France tient encore une fois dans ses mains les espérances et les destinées morales du monde entier.

Sans doute, la force du mouvement

conservateur qui va se propager rapidement par toute l'Europe, en vue d'instaurer à nouveau dans l'âme des peuples le sens et le respect de l'autorité qu'ils semblaient avoir perdus, s'était déjà révélée depuis deux ans en Allemagne par les succès du parti catholique, en Angleterre par la chute de M. Gladstone, en Belgique par les dernières élections, en Amérique même par la défaite du parti républicain. Mais il semblait que les nations civilisées attendissent le réveil des conservateurs français pour généraliser la revanche que les doctrines anarchiques et antisociales.

Les conservateurs français ont donc sujet d'être fiers de leur œuvre, et le résultat obtenu doit les convaincre de la nécessité qui s'impose à eux de pousser jusqu'au bout leurs avantages et de rester unis et armés pour la défense de l'ordre social et de la civilisation également menacés.

Le discours prononcé par l'empereur d'Autriche, à l'occasion de la réunion des Délégations, n'a peut-être pas été remarqué comme il le méritait de l'ère. L'empereur François-Joseph, dans cette allocution, à laquelle on attache toujours en Autriche une importance considérable, s'est prononcé très catégoriquement en faveur de la paix. Il a affirmé presque formellement que les complications d'ambitions ne parviendraient pas à troubler l'Europe.

Cette parole impériale, prononcée par l'un des plus honnêtes hommes de ce temps, nous inspire plus de confiance que les télégrammes intéressés et contradictoires dont nous sommes inondés chaque jour. Nous croyons donc que l'on peut envisager sans terreur le dénouement de la comédie serbo-bulgare.

ILS AVAIENT MENTI !

Quand, à la veille du scrutin du 18 octobre, le général Camponen, ministre de la guerre, a autorisé son collègue de l'intérieur à faire démentir par les préfets de la République les nouvelles que nous donnions sur la situation très critique de nos troupes en Indo-Chine, il s'est prêté à une manœuvre électorale odieuse et qui aurait dû répugner à un homme qui appartenait à l'armée française.

Les politiciens sans vergogne de l'école Ferry et Allain-Targé passeront, et l'oubli se fera sur eux, quand la colère légitime qu'inspire leur non sera calmée; mais l'armée restera et on ne peut admettre que les traditions d'honneur dont elle a toujours été fière à juste titre soient compromises chaque jour par la mauvaise foi de celui que les hasards de la politique ont placé à sa tête.

Le général Camponen savait, lorsqu'il affirmait que tout était calme en Indo-Chine, ce qu'il révélait les dépêches publiées hier soir.

Nos braves soldats, commandés par le général Jamont, sont entrés à Than-Mai après trois jours d'opérations. Nous saluons avec joie ce succès de nos armes; mais, si glorieux qu'il soit, il n'en accuse pas moins une situation très grave.

La dépêche parle de grands approvisionnements en vivres et en munitions dont nous nous sommes emparés. Nous n'avons donc pas à faire à de simples bandits, mais à des partisans bien armés, bien organisés et commandés sans doute par des officiers chinois!

Et vous osez dire que tout allait bien au Tong-King!

Et vous parlez de la tranquillité qui y régnait, alors que le général Négrier, à la tête de la 2^e division, opérait pour débarrasser le Delta des bandes qui l'avaient envahi et s'étaient fortement établies dans tout le pays compris entre le canal des Bambous et le canal des Rapides!

Il ne s'agit donc plus de se retirer derrière le Delta, mais de s'y maintenir. Ce n'est pas en maîtres que nous occupons ces territoires arrosés du sang de tant de Français, c'est en envahisseurs contraints à défendre pied à pied le terrain occupé, et menacés, à toute heure, par les attaques incessantes d'un ennemi qui se renouvelle sans cesse!

Voilà le véritable état des choses en Indo-Chine; état plus grave encore que nous ne l'avions dit; et c'est parce que cette vérité était accablante pour vous, c'est parce que, révélée à la veille du scrutin, elle aurait soulevé contre vous l'indignation générale, que vous n'avez pas hésité à mentir, comme vous l'avez toujours fait, depuis le jour où — pour le malheur de notre pays — le pouvoir est tombé entre vos mains!

La *Justice* prétend avoir reçu la dépêche suivante d'un de ses correspondants :

Toulon, 26 octobre 1885.

Plusieurs journaux réactionnaires notamment le *Figaro* et la *Patrie*, publient sur l'incident de la dernière séance du conseil municipal de Toulon des renseignements absolument inexacts. M. Marià, qui a provoqué ce déplorable incident, est un énergumène de soixante-quinze ans que l'opposition cléricale fait marcher et qui a recueilli de son équipe scandaleuse non pas des applaudissements, mais bien des huées. Au reste, le suffrage universel sera prochainement appelé à se prononcer entre la majorité du conseil et la minorité obstructionniste qui, depuis une année, rend toute discussion impossible.

Au démenti du correspondant de la *Justice* nous opposons un contre-démenti formel. Le scandale que nous avons signalé est de tout point exact, et M. Dufrasta a été hué.

Il sied bien, en vérité, dirons-nous aussi

au journal la *Justice*, de parler d'énergumènes, comme si les énergumènes ne formaient pas la plus grande partie du personnel radical.

ÉCHOS

LA TEMPÉRATURE

SITUATION GÉNÉRALE AU 27 OCTOBRE

En France, le temps est à éclaircies et à averses sauf dans le Midi. Une neige abondante est tombée cette nuit au ballon de Servance. Hier, à Paris, il a plu toute la journée. Il est probable que la Seine va entrer en crue.

SITUATION PARTICULIÈRE AUX PORTS FRANÇAIS

MANCHE. — Mauvais temps des régions Ouest.

Océan. — Mauvais temps des régions Ouest.

MÉDITERRANÉE. — Mauvais temps des régions Ouest.

Aujourd'hui, 27 octobre, le thermomètre centigrade de l'ingénieur Quélin, 1, rue de la Bourse, marquait :

A sept heures du matin	+ 9 8/10
À onze heures du matin	+ 10 5/10
À deux heures du soir	+ 11 8/10
Température la plus basse de la nuit .	+ 9 3/10

Le baromètre est à 747 millimètres.

Une grande séance, qui datera dans les annales de l'Institut, a été tenue hier à l'Académie des sciences. M. Pasteur a fait connaître le résultat de ses dernières expériences sur la rage.

M. Pasteur était déjà, dans une certaine mesure, arrivé à préserver les animaux de la rage, par l'inoculation d'un virus atténué.

Mais l'insuccès de cette première méthode, encore imparfaite, se produisant trois fois sur quatre; et, de plus, il fallait jusqu'à quatre mois d'attente pour s'assurer si l'inoculation virulente restait sans effet.

Il y avait là une préservation trop incertaine et à trop long terme, pour que M. Pasteur ne cherchât pas une méthode prophylactique plus rapide et plus sûre. C'est cette méthode que l'illustre savant a exposée hier à l'Académie.

Ce n'est pas ici la place de démonstrations scientifiques; disons cependant que M. Pasteur, dès qu'il eut à sa disposition du virus rabique le plus intense, après de nombreuses expériences sur des lapins, chercha le moyen de transformer en vaccin préserveur ce virus. Il y parvint et obtint les plus complets résultats sur des animaux.

Il ne s'agissait plus de savoir si ce traitement était applicable à l'homme, lorsque le 6 juillet dernier un jeune Alsacien, Joseph Meister, mordu par un chien enragé trois jours auparavant, fut amené à M. Pasteur. Après avoir constaté sur cet enfant quatorze blessures profondes, les docteurs Vulpian et Granger déclarèrent que la mort devait arriver à bref délai.

C'est dans ces circonstances que M. Pasteur se décida à faire sur le blessé l'essai de sa méthode, le 6 juillet, à huit heures du matin, soixante heures après les morsures. Treize inoculations successives furent opérées en dix jours de traitement; et enfin le virus le plus intense fut inoculé au malade. Sans préservation, cette dernière inoculation aurait dû amener la rage avant le mois d'août.

Or voilà trois mois que Joseph Meister a subi son traitement, aucun accident ne s'est déclaré, et l'enfant est aussi bien portant que jamais.

Depuis, un jeune berger, Jean-Baptiste Jupire, a été amené à M. Pasteur, dans un état encore plus grave : cinq blessures de six jours de date.

Le traitement est commencé, traitement d'autant plus intéressant qu'il apprendra à M. Pasteur s'il peut compter sur l'efficacité de sa méthode, lorsque les morsures sont déjà anciennes.

M. Pasteur a promis à l'Académie de l'informer du résultat qu'il aura obtenu. L'illustre savant a ajouté que le malade était doublement digne d'intérêt. Cet enfant, en effet, est doué d'une prodigieuse énergie. Malgré la gravité de ses blessures, il a eu assez de force d'âme pour se rendre maître du chien qui l'attaquait, le tuer et l'assommer, pour préserver son troupeau.

Une longue salve d'applaudissements a répondu à cette émouvante communication. M. Vulpian a confirmé tout ce que nous venons d'analyser et il a émis le vœu que désormais un établissement soit fondé pour l'application de cette magnifique méthode qui met le socle à la gloire de M. Pasteur.

M. le baron Larrey a proposé que le jeune berger Jean-Baptiste Jupire soit recommandé à l'Académie française pour le prix de vertu.

Et maintenant le mot de la fin :

Le pasteur Jupire ne pouvait être mieux soigné que par le bon Pasteur.

La Crise lyonnaise

La situation continuait de se tendre de plus en plus.

Les ouvriers irascibles forment des groupes dans la rue publique, se réunissent dans les comptoirs, dans des hangars, et là, discutent avec exaltation sur l'attitude des patrons et sur celle qu'ils doivent leur tenir.

Les esprits sont très vivement surexcités; le chômage commence à provoquer chez tous ces malheureux cette mauvaise conseillère que a nom : la faim.

De part et d'autre, on ne veut point céder, et, à cette heure, nul ne sait quel dénouement aura cette situation critique. Les meneurs se tiennent dans l'ombre

prise de la citadelle d'Anvers, eût été gracié à cause de son grand âge, s'il avait voulu faire la promesse de ne plus recommencer. Il s'y refusa, et fut fusillé le 26 septembre 1870.

Les deux autres victimes furent deux ouvriers, nommés Marlin et Cardon, qui avaient tiré sur les Prussiens pendant l'affaire de la Jonchère. Ils furent fusillés le 25 octobre suivant.

Samеди, deux messieurs ont présenté chez Goupil une aquarelle signée A. de Neuville. Ils venaient l'offrir, dit l'un d'eux, de la part d'une dame qu'ils ne pouvaient pas nommer.

L'aquarelle fut déclarée fautive par l'expert. Les deux messieurs protestèrent. Mme veuve de Neuville, appelée en témoignage, fut de l'avis de l'expert.

Celui-ci, alors, requit le commissaire de police de saisir l'œuvre fautive. Le commissaire se rendit à la réquisition. L'aquarelle est saisie, et une plainte a été déposée contre les deux personnes qui l'ont offerte.

A ce propos, M. Bernheim jeune, l'expert bien connu, a écrit au *Figaro* la lettre suivante :

Monsieur, L'andace des faussaires de tableaux ne connaît plus de bornes; pour les plus célèbres, ils falsifient les œuvres des plus célèbres, ils falsifient les œuvres de garantie que la plupart des maisons apposent au verso des toiles vendues par elles. Malgré toutes les démarches faites, la législation ne vote aucune loi punissant les faux en matière d'art.

pour ne pas être accusés de pousser à la révolte. Les journaux révolutionnaires gardent le silence : leur devoir serait de prêcher la conciliation, comme le font les feuilles conservatrices ; mais ils s'en gardent bien.

J'ai visité, dit un correspondant du *Figaro*, la Grotte-Rousse, pas un mètre de bat, les maisons sont vides de tisseurs.

En revanche, les cafés regorgent de consommateurs. A l'extérieur existe le calme le plus profond, et c'est ce qui inquiète ceux qui ne se paient pas de mots et savent distinguer entre les mouvements populaires violents qui ne durent pas et les revendications froides, raisonnées, autrement terribles.

— Vous nous eussiez la conciliation, me disait ce soir un ouvrier, est-ce qu'elle est possible ? Nous croyons de fait.

— Surtout, lui répondis-je, que vous deviez vous révolter ? Vous savez bien que cela ne mène à rien.

— Est-ce qu'on sait ? quand les petits demandent du pain.

— Mais, qu'en voulez-vous ? n'acceptez-vous pas les conditions des fabricants, ils font tout ce qu'ils peuvent pour concilier vos intérêts et les leurs.

— Non, nous voulons tout ou rien, le tarif accepté par les commissions mixtes ou la cessation du travail.

— Cependant, les fabricants ne peuvent pas se ruiner pour faire travailler.

— Nous ne rentrerons pas dans tous ces détails. Les fabricants ont leurs tarifs, nous avons les nôtres. Ils ont besoin de nous ; comme eux, nous lutterons énergiquement jusqu'au dernier sou ; jusqu'à ce que nous croyions de fait. Après un vote, voilà ce qu'on dit. Reste ce qui ne se dit pas, mais se trame et, à ce sujet, je puis vous affirmer que la situation est très difficile et que la machine étouffée peut mettre le feu à la révolte. C'est si vrai que les plus grandes mesures de précaution sont prises par l'administration. Les fabricants ne se sentent pas en sécurité, ils savent fort bien la gravité de la situation. Ceux qui la nient n'ont qu'à demander au ministre le rapport du préfet du Rhône, ils pourront se convaincre que nous n'exagérons rien.

Un de nos abonnés de Lyon nous écrit :

« On s'attend à tout et les fabricants prennent leurs mesures en conséquence. On a trop promis aux ouvriers ; aujourd'hui, ils veulent qu'on leur tienne parole. »

GAZETTE DE PARIS

Le grand-duc Alexis

Le héros véritable du jour, « le lion incontestable et incontesté du moment », comme on aurait dit en 1830, c'est le grand-duc Alexis. Il triomphe, en effet, sur toute la ligne, à Paris, et son succès n'a pas été moins vite à En et à Chantilly, partout, en un mot, où il s'est montré en France. Cela tient, d'abord, à ce qu'il est Russe, et à ce que ses sympathies pour nous sont connues, mais aussi à ses qualités personnelles. Il est marin, il en a la physionomie franche et ouverte, et sa bonhomie évidente n'exclut ni la finesse, ni le grand air. Enfin, il possède ce je ne sais quoi de distingué et de profond qui est un signe de race et le marque au front de trait supérieur, indiquant les forces et les puissances.

Très jeune, il entra dans la marine russe, et c'est après avoir passé régulièrement et bravement par tous les grades que son mérite seul le désigna pour le poste de contre-amiral et de chef de la flotte, qu'il occupa aujourd'hui. Il est frère de l'empereur Alexandre III, qui l'aime beaucoup, et en fait un cas tout particulier. Cette parenté et cette affection fraternelles ne lui ont sans doute pas nu dans sa carrière. Du moins j'aime à le croire, bien qu'il étranger les choses ne se passent pas tout à fait comme chez nous, où le nepotisme et la camaraderie ont force de loi ; mais ce qui est vrai, c'est que le grand-duc Alexis est un marin de la bonne école et du bon vieux temps. Il a la trentaine-cinq environ, et en voilà déjà vingt, si on plus, qu'il navigue sur les deux océans. Il était simple officier, je crois, quand il fit le tour du monde pour la première fois sur une frégate de l'Etat, et c'est en cette qualité que je le vis aux Etats-Unis, où j'étais alors.

C'était au lendemain de l'incendie de Chicago, ce terrible drame de feu qui réduisit en cendres vingt-deux mille maisons, coûta près de cent millions de l'autonomie de 1870. Le grand-duc Alexis, qui avait relâché à New-York, voulut voir la « reine de l'Ouest » dans ses jours de deuil, sachant ce qu'elle avait été dans ceux de sa prospérité, et il quitta un instant la mer pour entreprendre, en chemin de fer, ce long voyage du Far-West. Les Chicagois, qui ont l'habitude de « faire grande » (et ils le prouvent bien dans l'immense incendie de leur métropole) ne voulurent pas rester au-dessous de leur réputation. De même qu'ils ne renoncèrent ni aux « lectures » populaires, ni aux grands concerts annoncés avant leur catastrophe, ils résolurent de ne pas démentir leur réputation internationale d'hospitalité, et ils préparèrent au futur amiral russe une réception vraiment princière ! Je n'en rends compte, si ma mémoire ne me trompe pas, dans les « Courriers de l'autre monde », que j'adressais alors au Nord ; mais ce dont je me souviens très bien, par exemple, c'est de l'enthousiasme que témoignèrent les Yankees pour le fils d'Alexandre II, leur loyal et sincère allié. Jamais grande métropole désolée, voulant se relever de ses ruines, ne fit les choses d'une façon plus large et plus touchante, et ne montra mieux qu'elle était toujours « reine de l'Ouest », en dépit du cyclone embrasé qui l'avait visitée en une nuit fatale !

Pour ma part, ayant tout perdu dans l'incendie, je dus me faire faire un « complet » noir de 75 francs environ au prix modeste de 1,200 francs, dont je conserve encore l'habit, estimé seul à 600 ou 700 francs, et que je montre parfois avec orgueil dans le sein de l'intimité, à titre de souvenir et de curiosité. Ce détail, qui m'est personnel, prouve du moins ce que durent coûter le luxe et le confort dont on entourait la visite du grand-duc Alexis à Chicago. Ce qui reste positif, c'est que les Américains du Far-West n'épargnèrent rien pour prouver au jeune prince russe qu'ils étaient des alliés fidèles et reconnaissants du vaste empire sur lequel régnait son père. Le czar s'était carrément rangé de leur côté, pendant leur malheureuse guerre de sécession, et ils s'en souviennent. Le grand-duc Alexis a trop le cœur à gauche, en sa qualité de marin et de frère de l'empereur Alexandre III, pour avoir oublié la réception cordiale et chaleureuse qui lui fut faite, de l'autre côté de

l'Atlantique, dans cette magnifique cité de l'Ouest, sortie à moitié morte d'un tourment de feu, mais qui devait bientôt se relever plus florissante et plus belle. Aujourd'hui il est notre hôte, et Paris, qui a eu son *Année terrible* presque en même temps que Chicago, ne voudra pas que cette jeune sœur des prairies ait mieux reçu cet illustre visiteur que l'antique capitale des bords de la Seine.

Ce qu'il y a de certain, assurément, c'est que le grand-duc Alexis aime beaucoup Paris, et qu'il est mieux au courant de ses faits et gestes que beaucoup de Parisiens eux-mêmes. Il connaît parfaitement nos arts et notre littérature. Le faubourg Saint-Germain, comme le monde des théâtres, lui sont familiers, grâce aux spirituels et véridiques *Courriers de quinze ans*, que publie notre excellent confrère Paul de Troo dans le *Journal de Saint-Petersbourg*. Or, ce pseudonyme de Paul de Troo, emprunté, je crois, à une jolie petite ville des environs de Vendôme, cache l'une de nos personnalités les plus sympathiques, celle de l'un de nos écrivains les plus distingués ; et si je ne le nomme pas, c'est par discrétion, tant que pour ne pas être accusé de lui faire de la réclame. Ces *Courriers de quinze ans* sont très lus et ont beaucoup de vogue, par cette raison excellente qu'ils résument avec élévation et impartialité la vie parisienne, et que les Russes, ces vrais Français du Nord, adorent retrouver un écho fidèle de cette dernière sur les bords de la Néva. Le grand-duc Alexis, qui, au milieu de ses occupations de chef de la flotte, trouve le moyen de s'intéresser encore à ce qui se passe à Paris, est l'un des lecteurs assidus de ces *Courriers de quinze ans*, et il reste ainsi très au courant de notre chronique mondaine, littéraire, politique et même théâtrale.

On avait parlé, on le sait, de la venue en France de l'impératrice de Russie pour assister au mariage de la princesse d'Orléans. La politique ne s'est pas opposée à ce voyage, qui aurait certainement fait du bruit à Landernau et ailleurs. Il y a eu aussi une autre raison, peu connue et d'un ordre tout intime d'ailleurs, c'est que l'empereur et l'impératrice de Russie ne se seraient pas encore séparés. Quoi qu'il en soit, c'est le grand-duc Alexis qui a été chargé de représenter la famille impériale russe au mariage de la princesse d'Orléans. On sait comment il l'a fait et le succès qu'il a obtenu partout. Ce que l'on ne sait peut-être pas aussi bien, c'est que tout ce qui tient à nos institutions, à nos mœurs, à nos hommes d'Etat, etc., etc., lui est familier.

Il connaît par cœur son Académie française, son Palais-Bourbon, et il compte bien profiter de son congé pour assister régulièrement à leurs séances. Avis à nos immortels et à nos députés : qu'ils n'oublient pas qu'ils vont avoir pour auditeur un marin illustre, un prince éclairé et un ami de la France ! Au Palais-Mazarin, la recommandation peut paraître inutile, car on est sûr de se trouver là toujours dans un salon, et un salon littéraire et aristocratique qui rappelle celui de l'hôtel Rambouillet ; mais, au Palais-Bourbon, on est moins « high-life » et la distinction brille parfois par son absence dans les élucubrations politiques de nos représentants, dont l'art oratoire n'est généralement pas à la hauteur de celui des Berryer et des Montalembert ou des Jules Favre et des Gambetta !

Le grand-duc Alexis est aussi bienveillant que juste, affirme-t-on, mais on aurait de la peine, je crois, à lui faire prendre M. Jules Ferry pour un agneau ou M. Brisson pour un orateur et un homme d'Etat. Il sera indulgent : c'est tout ce qu'on peut lui demander, et nos séances de l'Académie ou de l'Institut, nos représentations de la Comédie-Française et de nos principaux théâtres de genre, nos musées nationaux et nos principaux ateliers de peinture le consolent peut-être des pauvretés qu'il entendra au quai d'Orsay. En tout cas, c'est la France littéraire, lyrique et artistique qui sauvera l'honneur du pavillon et cette perspective n'est pas faite pour déplaire à un marin comme le grand-duc Alexis.

FORTUNIO.

LES ÉVÉNEMENTS DE BULGARIE

Londres, 27 octobre.

On mande de Vienne au *Standard*, le 26 : Le prince Alexandre, accompagné de M. Lascelles, a quitté Sofia aujourd'hui, pour se rendre à Philippopolis. Ce déplacement soudain a produit une vive sensation. Fait à la veille de la réunion de la conférence, on y voit un indice que le prince et son gouvernement ont reçu de plus d'une puissance l'avis confidentiel que l'Angleterre ne sera pas isolée lorsqu'à la conférence elle fera opposition aux attaques non raisonnables dont la Bulgarie pourrait être l'objet.

Cattaro, 25 octobre.

Un combat a eu lieu entre les Albanais de Gushinje et les Monténégrins de Vasojevic.

Les Monténégrins ont eu six morts.

Les Albanais ont eu six hommes tués.

Sofia, 26 octobre.

Le gouvernement bulgare a chargé aujourd'hui son agent à Constantinople de remettre officiellement à la Sublime-Porte, et d'une façon privée aux ambassadeurs, une copie de la lettre adressée au roi Milan par le prince, afin de prouver que la Serbie ne peut persister à soutenir que la mission Grakof avait un but hostile à la Turquie.

Les Serbes n'ont pas permis au courrier de la poste de franchir la frontière.

Le prince part ce soir pour Philippopolis. Il reviendra bientôt en inspectant la frontière du côté de Samoroff, Doubnitza, Kustendil, Trane et Tzaribrod.

CHRONIQUE DE L'ÉTRANGER

Angleterre

Londres, 27 octobre.

Le marquis de Salisbury est légèrement indisposé à Halford. La catérisation d'un abcès au bras droit l'oblige à garder la chambre.

La reine a conféré l'ordre de la Jarrellière au duc de Northumberland.

On mande de Calcutta au *Times*, le 26 octobre :

Si la réponse de la Birmanie n'arrive pas à Rangoon pour le 10 novembre, si elle ne contient pas l'acceptation complète des conditions indiquées dans l'ultimatum anglais, les hostilités commenceront dès le lendemain. Un nouveau prince et un nouveau gouvernement seront substitués au gouvernement

actuel : protectorat ou annexion, l'une de ces deux solutions est certaine.

Turquie

Constantinople, 26 octobre.

Sir Dr. Wolff est parti pour l'Egypte après avoir eu une audience du Sultan.

Celui-ci a conféré à lady Wolff le grand cordon de l'ordre de Chekakat.

Egypte

Le Caire, 26 octobre.

D'après des dépêches officielles, Mohammed-El-Khair tâchera probablement de s'emparer du territoire de Mahass et ensuite d'Assouan.

La cavalerie d'infanterie égyptienne partira immédiatement pour remplacer les troupes égyptiennes déjà parties de Wady-Halfa pour Akasheh.

LA CONFÉRENCE MONÉTAIRE

La conférence monétaire a tenu hier sa troisième réunion au ministère des affaires étrangères sous la présidence de M. Duclercq. M. Sadi-Carnot, ministre des finances, assistait à la séance.

La conférence a discuté une des dispositions de l'ancien projet de convention relative aux conditions dans lesquelles on plusieurs des Etats associés pourraient éventuellement reprendre la frappe libre des écus de cinq francs en argent. Aucune décision n'a été prise et la conférence s'est ajournée à mercredi.

LETTERES D'ANGLETERRE

(De notre correspondant particulier.)

Bien que la date précise des élections n'ait pas encore été fixée, il résulte de paroles échappées à lord Salisbury que, selon toutes probabilités, elle aura lieu vers la fin de novembre.

La nouvelle loi électorale a donné le droit de suffrage à 2 millions et demi d'électeurs nouveaux, ce qui porte à près de 6 millions le chiffre total de ceux qui voteront aux prochaines élections, et c'est avec une curiosité mêlée de beaucoup d'inquiétude qu'on se demande quel effet aura sur les destinées de l'Angleterre l'introduction dans la vie politique de cet élément nouveau : l'ouvrier et le paysan !

Que va devenir cette ingénieuse organisation gouvernementale, où tout était combiné pour donner au peuple anglais l'illusion de la liberté, tandis qu'il tendait en réalité à mettre au-dessus de lui une oligarchie puissante et le privilège absolu de gouverner et trop souvent d'exploiter à son seul profit cet immense empire de deux cent cinquante millions d'âmes ?

On a trop vanté en France le mécanisme anglais ; on a eu surtout ce tort énorme de vouloir que ce mécanisme pût fonctionner sans pièces, et cela sans tenir compte du tempérament si différent des deux peuples, sans songer surtout que les institutions anglaises n'étaient pas nées du caprice du monarque, mais avaient été l'œuvre lente de plusieurs siècles.

Il faut chercher l'explication de cet engouement dans les événements qui ont jeté, tout à tour, sur la terre anglaise les prospectifs qu'ont fait nos révolutions successives. Le spectacle de l'Angleterre tendant à la dynastie régnante une fidélité qui ne s'est pas démentie depuis 1714 a séduit les libéraux de nos temps, et les républicains ont vu dans les principes monarchiques des victimes de la révolution. Les républicains, de leur côté, fuyant les mesures de représailles ont trouvé sur le sol anglais une hospitalité qui les a surpris ; et sans examiner si la liberté anglaise n'était pas plus apparente que réelle, ils ont chanté les louanges du régime anglais.

De plus, peu de personnes se sont donné la peine d'étudier de près l'Angleterre et ses institutions les plus souvent incompréhensibles pour l'étranger qui n'a point l'occasion de les approfondir. En somme, pour qu'ils examinent, avec attention, les libéraux et les républicains ont été séduits à bien peu de chose, et les choses qu'ils ont vues ne leur ont pas permis de se rendre compte de la situation réelle de la classe dirigeante.

Le roi et l'aristocratie, le peuple anglais a vu que les choses ne se passent pas ainsi, mais il a vu que la répartition de l'impôt, la distribution des deniers publics, l'organisation de l'armée, tout a été arrangé pour donner satisfaction aux seuls intérêts de la classe dirigeante. L'ouvrier et le paysan n'ont plus été considérés que comme des esclaves.

Excuse de la vie politique, il fallait néanmoins faire croire au peuple anglais qu'il y avait à côté de la Chambre héréditaire, à côté de la Chambre aristocratique, une autre Chambre composée de membres élus, dont le rôle et le devoir seraient de défendre les intérêts du peuple.

La Chambre des communes est cette mission apparente ; elle se divise en libéraux et en conservateurs, comme la Chambre haute, et la comédie parlementaire y fut admirablement jouée.

Mais cette prétendue représentation du peuple anglais est en réalité une simple fiction. Il suffit pour s'en rendre compte d'examiner comment se sont faites jusqu'ici les élections anglaises et quelle est la composition de cette seconde Chambre destinée à contrebalancer la Chambre des lords.

En 1848, le chiffre des électeurs ne s'élevait pas à plus de 500,000. La réforme de 1867 porta à environ 1,500,000. La distribution des collèges électoraux fut telle que les élections demeurèrent, comme auparavant, à la merci des candidats empruntés, après comme avant la réforme, à la classe privilégiée.

C'est un fait reconnu que les voix s'achètent en Angleterre, et que les élections ne se sont guère améliorées depuis Walpole, époque où les votes se vendaient aux enchères et où les grandes dames ne dédaignaient pas de payer d'un baiser ou même de plusieurs un suffrage en faveur de celui qu'elles protégeaient.

Le scrutin à prix d'argent a été maintenu, et les agents de chaque candidat vont à domicile chercher en cab les électeurs et les mènent voter.

Une élection revient, en moyenne, à 200,000 ou 300,000 francs, somme énorme, mais dont l'action est souveraine, lorsqu'il s'agit de collèges électoraux de 80 à 100 électeurs.

Quant à la façon dont a été, jusqu'ici, entendue la répartition des sièges, il suffit de citer quelques chiffres pour faire voir ce qu'il en était.

La dernière Chambre se composait de 658 membres. L'Angleterre, 23 millions d'habitants, avait 493 députés ; tandis que l'Ecosse, 5 millions d'habitants, n'en avait que 60 et l'Irlande 105 seulement bien qu'ayant 7 millions d'habitants. Malgré le titre de Royaume-Uni, il existe encore des vainqueurs et des vaincus.

Londres, dont la population est de 4 millions d'âmes, soit le neuvième de la population totale du Royaume-Uni, n'élisait que 16 députés ; les grandes villes, comme Birmingham, Dublin, Edimbourg, Glasgow, Newcastle, Plymouth, etc., n'en envoyaient que deux ou trois. Bref, 20 villes, représentant un total de neuf millions d'habitants et la grande majorité des électeurs anglais, n'envoyaient au Parlement que 67 députés sur 658 dont se composait la Chambre.

Le reste était élu par des petits collèges

formés de quelques électeurs, pour la plupart tenanciers du candidat, soumis à sa juridiction comme magistrats, et exposés, en cas de vote hostile, à une foule de vexations.

La composition de la Chambre des Communes devait se ressentir de cette organisation ; dans la dernière Chambre nous avons compté 150 membres fils de lords, destinés à siéger plus tard à la Chambre Haute ; une centaine de baronnets et autant de chevaliers, la plupart de création récente, une cinquantaine d'anciens colonels, capitaines, émargent au budget et sur des richesses banquiers, des industriels visitant à la pairie et tous attachés à des institutions qui, bien que vicieuses et surannées, leur promettaient bonheurs et profits.

La nouvelle loi a changé tout cela. Londres, au lieu de seize députés, en aura cinquante-deux. Les autres grandes villes ont été l'objet de modifications sensibles. Enfin, l'élément démocratique entrera en scène le mois prochain avec plus de deux millions de voix, à ajouter à celles qui avaient été envoyées par la Chambre des lords, les Dukes, les barons et les Chevaliers.

Evidemment, c'est une ère nouvelle qui commence, et les choses vont peut-être prendre une tournure très imprévue.

Le radicalisme — jusqu'ici demeuré latent ne manquant pas de nombreux organes, mais n'ayant aucun moyen de se faire représenter au Parlement — vient d'être nettement un programme, et cela avec une énergie et une vigueur fort inquiétantes pour l'avenir des institutions oligarchiques de l'Angleterre.

L'organisation politique anglaise, qui ne vivait que de notions et de subterfuges, s'effrite derrière un inextinguible amas de vieilles coutumes, de vieux privilèges, va être attaquée, et une fois le premier coup de hache porté à l'édifice vermineux, il est possible que tout s'écroule.

Dans ma prochaine lettre, je me propose de vous donner quelques détails intéressants sur le radicalisme anglais, sur ses origines, sur son organisation et sur ses tendances. J'ai déjà écrit un peu long aujourd'hui et je dois m'arrêter.

J. K.

JOURNAUX ET REVUES

Le *Temps* ouvre une enquête électorale. Il a envoyé à cet effet trois de ses rédacteurs dans les trois régions du Nord, de l'Ouest et du Midi, qui, après avoir paru acquiescer à la République, viennent de donner des majorités réactionnaires. « C'est, il nous a semblé », dit-il, la seule façon de dégager la « vraie légion du scrutin et de définir » avec certitude la direction vers laquelle la nouvelle Chambre devra s'orienter.

Le but est louable et une enquête de ce genre, si elle était sérieuse et impartiale, offrirait de l'intérêt et ne manquerait pas d'utilité.

Le département des Landes est le premier sur lequel le *Temps* ait reçu une correspondance de son envoyé ; il la publie dans son numéro d'hier. En voici les conclusions :

En somme, une campagne faite par le clergé, surtout par la persécution religieuse, avec la crise agricole pour argument ; la grande activité des réactionnaires, qui ont largement dépensé l'argent et qui ont scruté 11,000 voix nouvelles ; l'incertitude des républicains qui, après avoir fait un grand effort et dépensé beaucoup en 1881, ont, au contraire, resserré cette fois les cordons de leur bourse, telles sont, d'après tous les témoignages que j'ai pu recueillir, les causes de l'échec de la République dans le département des Landes.

Les explications dont le rédacteur du *Temps* a fait précéder la conclusion que nous venons de citer, sans être entièrement exactes de forme, permettent cependant de juger ce qu'il faut entendre par cette campagne.

Ainsi, il reproduit une lettre d'un électeur républicain où nous lisons :

Pour moi, notre échec général est dû à plusieurs causes. La première et la plus importante de toutes, c'est cette espèce de laquetterie que l'on faisait au clergé, à la religion, en défendant les instituteurs l'enseignement du catéchisme et en enlevant les crucifix.

En second lieu, les Jésuites chassés. Le clergé a su habilement profiter de ces fautes pour faire pénétrer dans l'esprit de nos populations ignorantes et fanatiques des campagnes de calomnie que c'était là que le commencement des persécutions dont l'Eglise allait être l'objet.

Ainsi, il demeure acquis que l'échec des candidats républicains, l'hostilité légitime qui frappe la République, sont surtout à la persécution religieuse et à l'incapacité du gouvernement et du Parlement dans les questions économiques.

Nous avons publié le décret en vertu duquel, sur le rapport du ministre des affaires étrangères, MM. de Puyfontaine et Conte sont déclarés indignement démissionnaires. Cette mesure inique, approuvée par les feuilles officieuses, méritait une protestation de la part de ceux qui en sont les victimes. Elle n'a pas tardé. Voici les deux lettres que ces diplomates viennent d'adresser au président de la République :

Monsieur le président,

Par un décret publié au *Journal officiel* le 25 de ce mois, signé de vous et rendu sur la proposition de M. le ministre des affaires étrangères, vous déclarez qu'en raison du libre et légitime exercice de mon droit d'électeur, je suis considéré comme démissionnaire de mon grade de ministre plénipotentiaire de deuxième classe.

Une démission constituant pour les ayants-droit un acte dont l'initiative leur appartient et ne saurait leur être contestée, nulle considération ne peut faire présumer de leur part une décision qu'ils n'ont pas prise.

Je déclare formellement n'avoir pas donné ma démission et je proteste contre les termes du décret.

De plus, je tiens à constater que les motifs qui ont provoqué le décret dont il s'agit concordent peu avec cette liberté électorale pleine et entière qui avait été officiellement promise par M. Brisson, président du conseil.

Veuillez agréer, monsieur le président, les assurances de ma très haute considération.

R. DE PUYFONTAINE.

Avon (Seine-et-Marne), le 25 octobre 1885.

A monsieur le président de la République.

Monsieur le président,

Le *Journal officiel* d'hier contient un décret par lequel je suis considéré comme démissionnaire de mon grade de ministre plénipotentiaire de 2^e classe. Je proteste contre les termes de ce décret. Je n'ai pas donné ma démission, et je conteste à M. le ministre des affaires étrangères le droit de préjuger d'une décision que je suis seul à pouvoir prendre.

Veuillez agréer, monsieur le président, les assurances de ma très haute considération.

Paris, 26 octobre 1885.

Tony Conte.

Il est bon de faire observer que les diplomates en disponibilité ne dépendent nullement du ministre des affaires étrangères ; ils sont absolument libres.

— Le *Constitutionnel* a entrepris de faire l'histoire de la guerre du Tong-King ; c'est une étude complète établie à l'aide de documents déjà publiés, soit à la tribune, soit dans les journaux.

Ce travail, très intéressant dans sa forme rétrospective, conclut ainsi :

Je m'arrête : le public, après avoir pris connaissance du rapide exposé que j'ai publié en trois articles sur l'expédition du Tong-King, ne sera-t-il pas amené à conclure, comme moi, que l'homme qui, devant le pays et devant l'histoire, a encouru toute la responsabilité de cette guerre, c'est M. Jules Ferry !

Cette vérité, tout le monde la connaît, mais il est toujours utile de la proclamer pour l'édification du pays.

— On écrit de Valence :

Encore une déconvenue pour les républicains de la Drôme et pour le gouvernement, qui avait fait saisir les meubles du curé de Malissard, mis dans l'impossibilité de payer ses impôts par la suppression de son traitement. La *Patrice* a parlé en son temps de ce scandale, dont toute la presse s'est occupée.

Au moment où l'ancien allait commencer, un des hôtes du vénérable curé a demandé ce qu'il réclamait le fisc.

— 38 fr. 40 centimes, a répondu le pourvoyeur de la République.

Aussitôt un billet de 100 francs est tombé sur la table.

Ainsi le gouvernement républicain ne perdrait rien ; mais il ne gagne pas une grande popularité dans cette affaire.

— Nous avons parlé d'une lettre du père Geoffroy, missionnaire dans l'Annam méridional. Aujourd'hui, nous trouvons dans le *Journal de Dax*, l'*Avant-Garde*, une lettre du père Dourboursin, député réfugié au séminaire de Saigon, dont nous extrayons le passage suivant, qui démontre péremptoirement que rien n'a été fait pour arracher trente mille chrétiens à la mort :

Saigon, le 28 août 1885.

Notre mission naissante si belle et si prospère est aujourd'hui perdue, ruinée, anéantie. Sur plus de 40,000 chrétiens qu'elle comptait, il n'en reste plus qu'un nombre infime, et encore quinze mille qui respirent quelque part.

Dans les six provinces dont se compose le vicariat, il y en a cinq où il n'y a plus de chrétiens ; dans la sixième, il n'y a plus qu'un seul chrétien, ni une église, ni une chapelle, ni un couvent, ni un orphelinat, ni même une maison quelconque ayant appartenu aux chrétiens.

Qui a assumé devant Dieu la responsabilité de ces calamités inouïes ? Je le déclare hautement, ce sont les représentants de la France, ils n'ont rien fait, n'ont voulu rien faire pour sauver nos chrétiens et nos chrétiennes. La présence de quelques bateaux français en quelques ports, et quelques simples coups de canon tirés à souffis, mais sans blesser personne, eussent suffi pour sauver la vie de près de trente mille chrétiens et pour assurer la sécurité de leurs biens et de leurs habitations, mais nos prières réitérées et les plus pressantes ont été rejetées.

Nous avons encore sept mille chrétiens au port de Qui-Nhông, et nous étions occupés à les transporter ces sept mille malheureux, et ceux qui nous ont aidés, au malheur au Quang-Trí, ont été massacrés, tout récemment, sans que rien ait été fait pour les sauver, lorsque une lettre écrite à Mgr Van Anger et Guillon est venue lui apprendre ceci : « Dans la province de Cant-Hô, le massacre va avoir lieu dans quelques jours. Nous ne nous trouvons pas de confères, réfugiés dans une petite île près de cette chrétienté. Si l'on ne vient à notre secours tout de suite, nous et nos chrétiens nous sommes perdus. »

Cette lettre avait déjà cinq jours de date et avait été apportée par quelques chrétiens qui s'étaient exposés à tous les dangers de la mer sur une toute petite barque.

Mgr Van Gembelke s'adressa au commandant de *Lyon*, mouillé au bord de Qui-Nhông, le pria de vouloir bien s'occuper du salut des PP. Anger et Guillon.

Cet officier répondit que ses instructions ne lui permettaient pas de tirer un seul coup de canon pour sauver des hommes, mais qu'il enverrait des soldats pour protéger les concessions françaises et voler tout ce qu'ils pourraient saisir.

Prêtres et supplications, tout fut inutile.

DOSSIER ÉLECTORAL

Haute-Saône

Pour donner une idée de la façon dont les fonctionnaires publics comprennent et pratiquent la liberté de vote des citoyens, nous publions la lettre ci-après qui émane d'un maire républicain :

Beveuge, le 19 octobre 1885.

Monsieur Leroux, berger communal à Beveuge.

J'ai

La rixe de Ruell. — Hier lundi, à une heure du matin, la sortie d'un bal, dans la commune de Ruell, deux gendarmes en patrouille essayèrent de séparer deux individus qui se battaient.

Presque au même instant, quelques coups de sifflet retentirent, et une bande d'environ vingt individus se ruèrent sur les gendarmes, leur enlevèrent leur képi et leur arrachèrent leurs aiguillettes en criant : « Assez-moignons-les ! »

Les gendarmes essayèrent de s'échapper. A l'angle de la rue Maurepas et de l'avenue de Paris, ils rencontrèrent leurs collègues du poste qui venaient à leur secours. Mais, en même temps, la bande commença à faire pleuvoir une grêle de pierres sur les gendarmes et sur quelques soldats du régiment d'artillerie caserné à Ruell qui avaient prêté main forte à l'autorité.

Grâce à ces derniers, qui ont dû mettre sabre au poing, trois des malfaiteurs qui composaient la bande et qui criaient : « Vive la Commune ! » ont été arrêtés. Les autres, M. Mariani, à qui a été infligé un coup de pierre qui l'a fortement contusionné. Les trois individus arrêtés se nomment Mesling, Texier et Bataille. Ce dernier, qui semblait être le directeur de l'échauffourée, a été condamné plusieurs fois déjà pour rixes.

Aggression contre des soldats. — Des soldats du fort de Montrouge, appartenant à un régiment de ligne, rentraient à leur caserne, dimanche soir, à la tombée de la nuit, lorsqu'ils furent accostés par plusieurs individus qui leur cherchaient querelle, sur la route stratégique, non loin du fort de Châtillon.

Les soldats ripostèrent et durent dégainer pour se débarrasser de leurs agresseurs, mais un militaire eut la tête fendue par un coup de pierre.

Les civils s'enfuyaient, et les camarades du blessé durent transporter celui-ci jusqu'au fort, où il reçut les soins que nécessitait son état.

Une noce qui finit mal. — Une noce sortait hier, vers midi, de l'église Saint-Michel.

Le restaurant choisit pour le repas de rigueur était un restaurant de vin du boulevard de Clichy. Avant de se mettre à table, force abstinences furent observées par les douze personnes qui composaient cette noce. La mariée elle-même ne dédaigna pas de faire raison à ses invités.

Le repas se passa tant bien que mal : il fut d'ailleurs argement arrosé, et quelques légères discussions s'élevèrent.

Au café, la mariée et son père, complètement ivres, jetèrent à la porte, d'un commun accord, le nouveau marié qui, de son côté, était aussi grisé que les autres. Naturellement ce ne fut pas son goût et il se mit à briser les vitres de l'établissement, notamment celles du cabinet où se tenait la noce, au rez-de-chaussée sur la rue. Le marchand de vin, en présence de ce scandale, réclama impérieusement sa note et voulut expulser tout le monde.

Une bataille s'engagea alors et les agents emmenèrent les mariés et invités chez le commissaire de police, car il y avait encore à régler les dégâts. Le magistrat a remis en liberté les mariés, mais il a gardé à sa disposition le père et le garçon d'honneur, dont l'état d'ivresse était tel qu'il a fallu les porter au violon.

Une remarque faite par un vieil abonné de l'Opéra. Sous la direction du Dr Veron les absences pour cause de rhume, enrouement, maux de gorge étaient presque inconnues. Voici le système employé par l'intelligent docteur pour obtenir ce résultat. Dès qu'il entendait un de ses pensionnaires tousser, le Dr Veron lui offrait gracieusement une boîte de Pâte de Regnaud dont il connaissait bien les propriétés et pour cause. Une boîte de Pâte de Regnaud de 1 fr. 50 suffisait pour guérir un rhume, la pratique docteur ne se ruinait pas.

Déconvenue d'un crâne. — Sur la dénonciation d'une femme Saugeot, demeurant avenue Michelet, 106, M. Archer, commissaire de police de Saint-Ouen, vient de faire pratiquer des fouilles dans une baraque précédemment occupée par un nommé Beaconsin, mendiant, repris de justice en surveillance et devant être actuellement à Perpignan.

En creusant le sol, à un mètre, on a trouvé un crâne altéré par un séjour de quatre ans dans la terre.

On ignore la provenance de ce crâne enterré par Beaconsin.

Tombeaux gallo-romains. — En faisant les travaux préparatoires pour l'ouverture des nouvelles carrières sur le plateau de Sainte-Juste, dans le terrain communal qui a été affecté à la Société anonyme des carrières réunies, à Saint-Paul-Trois-Châteaux (Drome), on a découvert, à une profondeur de 50 centimètres, des tombeaux en pierre renfermant des ossements encore intacts qui semblent avoir appartenu à des hommes de très haute taille.

Ces ossements paraissent dater de l'époque gallo-romaine.

La chapelle Saint-Julien-le-Pauvre. La commission des monuments historiques a visité la vieille chapelle Saint-Julien-le-Pauvre, enclavée dans les annexes de l'ancien Hôtel-Dieu. On songe,

en ce moment, à en faire un musée où seraient transportés beaucoup des vestiges du vieux Paris. Cette merveilleuse église, de style roman, dont les piliers sont ornés d'une façon plus fine que les piliers romans de Saint-Germain-des-Près, est admirablement conservée.

La chapelle est précédée d'une vaste cour où pourraient être placés les vieux restes d'architecture gothique que l'on retrouve à chaque instant dans le sol de la capitale.

En même temps, les membres de la commission ont visité un l'avoir où l'on voit, à deux pas de la chapelle, de vieux piliers qui, au 16^e siècle, soutenaient les voûtes de la première Ecole de médecine de Paris, fondée par un chanoine de Notre-Dame. Cette école fut rebâtie plus tard par les médecins de Paris, et dans la cour du l'avoir s'aperçoit une porte de belle ordonnance au-dessus de laquelle se trouve une plaque de marbre pour rappeler la construction.

Cette porte donne accès à une rotonde qui forme le coin de la rue de la Boucherie et de la rue de l'Hôtel-Colbert. Cette rotonde, tour de force d'architecture, repose sur un pilier qui va toujours en s'amincissant vers le sol ; on l'aperçoit dans la cour, quand on se trouve dans la rue de l'Hôtel-Colbert.

La sacristie de l'église mérite une visite toute spéciale ; il y a de très beaux motifs d'architecture et de sculpture gothique. C'est dans cette chapelle que se trouve le corps de Montyon, le fondateur des prix de vertu.

UNE DISTRIBUTION DE PRIX

Dimanche dernier, à eu lieu, à la mairie du neuvième arrondissement la distribution des prix aux élèves de l'Ecole professionnelle de l'imprimerie Chaix. Dans la salle des fêtes, gracieusement prêtée pour la circonstance par le maire, M. Emile Ferry, avaient pris place les apprentis compagnons de leurs parents, les professeurs et les chefs de service de l'établissement.

M. Chaix, en ouvrant la séance, a donné la parole à M. Berger, l'un des professeurs, qui a lu un intéressant rapport dans lequel il a fait connaître les résultats obtenus dans la dernière année, tant au point de vue de l'enseignement professionnel qu'en ce qui concerne les institutions de prévoyance et d'épargne fondées en faveur des apprentis.

Ce rapport constate qu'il a été versé à la caisse des Retraites de l'Etat, au nom de 164 apprentis et anciens apprentis, une somme de 820 francs ; les primes d'assurance en cas d'accidents et de décès se sont élevées à 1,730 fr. 65 c. ; sur les bénéfices de l'exercice 1884, il a été attribué aux élèves compositeurs une part de 1,525 fr. 25 c. ; enfin, les versements faits spontanément par les apprentis et anciens apprentis aux Caisse d'épargne et de retraite ont été de 6,040 francs. Ces chiffres montrent combien sont variés et fructueux les moyens qu'emploie la Maison Chaix pour constituer l'épargne des élèves de son Ecole de typographie.

Après la distribution des récompenses, M. le docteur Vigouroux, médecin de l'établissement, qui fait aux apprentis un cours d'hygiène, a prononcé une allocution dans laquelle il a montré l'utilité pour les travailleurs de connaître et d'appliquer les principes de cette science. A l'appui de ses conseils pratiques, M. Vigouroux a cité les excellents résultats produits par l'inspection hygiénique mensuelle, que M. Chaix a introduite dans l'enseignement de l'hygiène, et qui a été introduite dans son exemple dans les Ecoles de la Ville.

M. Chaix a fait part ensuite à l'Assemblée que l'Association amicale des anciens élèves de la Maison venait d'être définitivement constituée. Les anciens apprentis de l'imprimerie Chaix sont, pour la plupart, encore dans l'établissement et tirent de nombreuses et d'heureuses contreparties de leurs études ; d'autres sont placés dans les meilleures maisons. La nouvelle association, qui compte déjà près de cent adhérents, a pour but de maintenir entre eux des liens de bonne camaraderie et de solidarité dans la vie. Cette association a été accueillie par l'auditoire avec une vive satisfaction.

La fanfare de la Presse du neuvième arrondissement, fondée l'année dernière par M. Thivet, ancien apprenti de la Maison Chaix et aujourd'hui imprimeur, qui prêtait son concours à la cérémonie, a exécuté sous la direction de M. Valin, plusieurs morceaux chaleureusement applaudis.

MOUVEMENT JUDICIAIRE

Sont nommés :

CONSEILLERS A LA COUR

De Dijon, M. Galopin, président du tribunal de Lons, en remplacement de M. Charrigaud, décédé.

De Riom, M. Saturnin, vice-président du tribunal de Ruy, en remplacement de M. Masson, décédé.

De Riom, M. Bonneton, président du tribunal de Gannat, en remplacement de M. Martin, décédé.

PRÉSIDENTS DU TRIBUNAL

De Lons, M. Pataille, juge d'instruction à Chalon-sur-Saône.

De Gannat, M. Lenoir, ancien avoué.

De Montargis, M. Paillard-Fernel, juge d'instruction à Saint-Lô, en remplacement de M. Chouët, décédé.

VICE-PRÉSIDENT DU TRIBUNAL

De Ruy, M. Chabauty, juge d'instruction à Saint-Flour.

PROFESSEURS DE LA RÉPUBLIQUE

A Pigeac, M. Moigne, substitut à Cahors, en remplacement de M. Hillon, démissionnaire.

A Gourdon, M. Goffard, substitut près le même siège, en remplacement de M. Imbert-Desgranges, non acceptant.

A La Roche-sur-Yon, M. Vivier, procureur de la République à Marennes, en remplacement de M. Demangeat, démissionnaire.

A Marennes, M. Bérard, substitut à Poitiers.

SUBSTITUTS DU PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE

A Riom, M. Gilbert, juge suppléant à Saint-Flour.

A Gourdon, M. Coudert, juge suppléant à Agen.

A Poitiers, M. Duverger, juge d'instruction à Civray.

A Blois, M. Vignerot, juge suppléant à Tours.

A Mayenne, M. Bouillard, juge suppléant à Mans.

JUGES AU TRIBUNAL

De Chalon-sur-Saône, M. George, juge à Arbois.

De Saint-Flour, M. Picou, substitut à Riom.

De Saint-Lô, M. Grandval, juge suppléant à Lisieux.

De Civray, M. Florand, juge à Redon.

D'Albi, M. Granié, juge d'instruction à Cahors, en remplacement de M. Vacquier, décédé.

De Gaillac, M. Roudanès, juge à Moissac.

De Moissac, M. Bonnans, juge suppléant à Foix.

De Blois, M. Robert, substitut au même siège, en remplacement de M. Lemaignon, admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite et nommé juge honoraire.

De Valence, M. Gras, juge d'instruction à Clamecy.

De Clamecy, M. Villeneuve, juge à Issoudun.

D'Issoudun, M. Guillon, juge suppléant à Châteauneuf.

D'Ajaccio, M. Mariotti, avocat, en remplacement de M. Beverini, admis à faire valoir ses droits à la retraite.

De Rocroi, M. Olinot, juge de paix de Brugère, docteur en droit, en remplacement de M. Buvet-Renière, qui a été nommé juge à Saint-André.

De Saint-Lô, M. Dagrin, juge de paix de Fontenay-le-Comte, ancien avoué, en remplacement de M. Cagoulinet, admis à faire valoir ses droits à la retraite.

De Segré, M. Prieur, substitut à Mayenne, en remplacement de M. Grimault, démissionnaire.

DÉPARTEMENTS

Dordogne. — Voici de nouveaux détails sur l'effondrement des carrières de Chancelade, dont nous avons parlé hier.

Ainsi que nous l'avons dit, c'est vers trois heures qu'un craquement s'est fait entendre. Le coteau, sur une étendue d'environ 500 mètres et une superficie de six hectares, s'est effondré en engloutissant six femmes, accompagnées de travailleurs de bonne volonté, ont pénétré dans la carrière jusqu'à une profondeur de soixante mètres et à une distance de vingt-cinq à trente mètres des malheureux ensevelis. Ils n'ont pu pénétrer plus loin, arrêtés qu'ils ont été par une muraille de granit. Le plus grand danger, c'est de plus en plus la galerie.

On assure que des visiteurs se trouvaient dans les carrières quand l'éboulement s'est produit. On croit que le nombre des victimes de ce terrible accident dépasse quinze.

L'aspect des lieux est lamentable. Qu'on se figure, si c'est possible, un vaste coteau semé de ravins, de trous, de puits, de trous d'arbres en certains endroits. — Il y a même des bois taillés entièrement bouleversés. — On voit de là de là, de profondes crevasses, de larges fissures, qui coupent le terrain en maints endroits.

Nous avons remarqué dans une excavation, le long d'un puits, dont le socle est pris entre deux blocs de pierre. Au-dessous de ce lit, sous la tête d'un pauvre mouton. Des maisons sont, pour la plupart, complètement démolies. Elles se sont effondrées jusqu'au toit.

Leur ayant rapporté un verdict affirmatif sur toutes les questions, la cour condamne Briot à la peine de mort et ordonne que l'exécution aura lieu sur l'une des places publiques de Saint-Mihiel.

Leur ayant rapporté un verdict affirmatif sur toutes les questions, la cour condamne Briot à la peine de mort et ordonne que l'exécution aura lieu sur l'une des places publiques de Saint-Mihiel.

Leur ayant rapporté un verdict affirmatif sur toutes les questions, la cour condamne Briot à la peine de mort et ordonne que l'exécution aura lieu sur l'une des places publiques de Saint-Mihiel.

Leur ayant rapporté un verdict affirmatif sur toutes les questions, la cour condamne Briot à la peine de mort et ordonne que l'exécution aura lieu sur l'une des places publiques de Saint-Mihiel.

Leur ayant rapporté un verdict affirmatif sur toutes les questions, la cour condamne Briot à la peine de mort et ordonne que l'exécution aura lieu sur l'une des places publiques de Saint-Mihiel.

Le sol, rendu glissant par la pluie, est couvert de débris de toutes sortes. L'aspect des lieux est complètement modifié. Un bloc énorme de roc surplombe la voie ferrée et menace de s'écrouler.

Au milieu des ruines des maisons, cinq personnes veillent auprès du cadavre d'une femme morte écrasée.

Les travaux de déblaiement seront fort longs. On a demandé, par le télégraphe, du génie à Montpellier.

Les causes de l'accident ne donnent lieu qu'à des conjectures. Néanmoins, on a déjà constaté, l'année dernière, qu'un affaissement considérable s'était produit.

D'autre part, on affirme que déjà depuis quelques jours des plaintes d'ouvriers s'élevaient produites à propos de nombreuses fissures dans les piliers soutenant la voie.

Ces plaintes étaient accentuées à tel point que plusieurs de ces ouvriers ont refusé de continuer leur travail.

Des souscriptions sont ouvertes en faveur de familles des victimes.

CHRONIQUE JUDICIAIRE

Le drame de Bar-le-Duc

Les époux Mailhes tiennent, à Bar-le-Duc, un café situé rue des Minimes ; le mari, récemment gendarme colonial à la résidence de Cayenne, avait quitté la ville, le 18 septembre dernier au matin, pour se rendre à Saint-Nazaire, laissant à sa femme la direction de l'établissement.

Le soir même de son départ, vers dix heures et demie, Etienne Briot, âgé de vingt-six ans, ancien épicière à Ligny, entra au café et se fit servir une consommation tout en demandant à la femme Mailhes des nouvelles de son mari.

En même temps, il écrivit à son beau-frère qui habitait Paris une lettre lui annonçant son arrivée pour le lendemain en compagnie de sa maîtresse, la fille Valérie Parion, sortie d'une maison de tolérance de Bar-le-Duc.

Il envoya le garçon, Auguste Vin porter cette lettre à la poste ; puis, à son retour, il se fit successivement servir deux petits verres de kirsch qu'il paya en déposant sur le comptoir une pièce de 50 centimes.

Pendant que la femme Mailhes tendait la main pour lui rendre la monnaie, Briot saisit dans sa poche un revolver chargé de six balles et, à l'improviste, lui tira un coup dans le dos ; puis, appuyant le canon de son arme sur la poitrine du garçon de café Vin, il lui porta le cœur d'une seconde balle ; le malheureux alla rouler à quelques pas en arrière, dans la cuisine. Briot le suivit jusque sur le seuil de la porte de communication en prononçant ces mots : « Toi, tu ne reviendras plus, tu as ton affaire. » Revenant alors à sa première victime, il fit feu sur elle à deux reprises, sans l'atteindre d'abord, mais en la blessant grièvement au bras du second coup.

Vainement la femme Mailhes suppliait-elle son meurtrier de l'épargner, lui disant : « J'ai un enfant à nourrir, si c'est de l'argent que tu veux, en voilà ! » et lui jetant la monnaie et les clefs qu'elle portait sur elle. Au moment où, pour s'enfuir, elle mettait la main sur la poignée de la porte, l'accusé la terrassa en la prenant à la gorge et posait sa bouche le canon de son revolver. Grâce à l'énergie avec laquelle la victime se débattait, le coup ne fit qu'effleurer ses lèvres ; elle put se dégager et gagner la rue en appelant au secours et en évitant un dernier coup de feu que Briot lui tirait encore dans sa fuite.

Le meurtrier échappa aux recherches les plus actives jusqu'au 27 septembre ; réfugié dans les bois, il revenait chaque soir chercher sa nourriture à Bar-le-Duc, où il fut enfin arrêté.

L'information a établi qu'il était à bout de ressources, à la veille d'aller se fixer à Paris, et que, par suite, l'idée de vol à diu seule le déterminait à commettre son crime.

La femme Mailhes paraît devoir se rétablir des suites de ses blessures ; quant au jeune Vin, sa mort a été foudroyante.

Les plus mauvais renseignements sont fournis sur le compte de l'accusé. Briot a dissipé follement tout son patrimoine en compagnie de filles de débauche, et a encouru deux condamnations devant les tribunaux correctionnels de Bar-le-Duc et de la Seine, pour outrage aux agents et vagabondage.

Le jury ayant rapporté un verdict affirmatif sur toutes les questions, la cour condamne Briot à la peine de mort et ordonne que l'exécution aura lieu sur l'une des places publiques de Saint-Mihiel.

Le jury ayant rapporté un verdict affirmatif sur toutes les questions, la cour condamne Briot à la peine de mort et ordonne que l'exécution aura lieu sur l'une des places publiques de Saint-Mihiel.

Le jury ayant rapporté un verdict affirmatif sur toutes les questions, la cour condamne Briot à la peine de mort et ordonne que l'exécution aura lieu sur l'une des places publiques de Saint-Mihiel.

Le jury ayant rapporté un verdict affirmatif sur toutes les questions, la cour condamne Briot à la peine de mort et ordonne que l'exécution aura lieu sur l'une des places publiques de Saint-Mihiel.

Le jury ayant rapporté un verdict affirmatif sur toutes les questions, la cour condamne Briot à la peine de mort et ordonne que l'exécution aura lieu sur l'une des places publiques de Saint-Mihiel.

Le jury ayant rapporté un verdict affirmatif sur toutes les questions, la cour condamne Briot à la peine de mort et ordonne que l'exécution aura lieu sur l'une des places publiques de Saint-Mihiel.

Le jury ayant rapporté un verdict affirmatif sur toutes les questions, la cour condamne Briot à la peine de mort et ordonne que l'exécution aura lieu sur l'une des places publiques de Saint-Mihiel.

NOTRE NOUVELLE PRIME GRATUITE

LES

Soirées de la Baronne

PAR E. GUYON

Avant-propos de GEORGES OHNET

Un volume grand in-18, couverture illustrée par JAPHET.

Beaucoup de nos lecteurs nous ayant demandé les *Soirées de la Baronne*, dont les multiples éditions se sont épuisées rapidement, nous sommes heureux de leur annoncer que, par suite d'un traité avec l'éditeur Ollendorff, nous pouvons offrir comme prime, et à titre gracieux, ce charmant volume à tous les abonnés qui renouvelleront leur abonnement.

Frais d'expédition : 50 c.

AVIS ET COMMUNICATIONS

Le *Siège de Paris*, quatrième série des *Récits militaires*, par le général Ambert, vient de paraître à la librairie Blond et Barral. L'apparition de cette émouvante et patriotique histoire de la dernière invasion a été saluée d'unanimes applaudissements par la presse française, sans distinction de partis. Le ministère de la guerre l'a adoptée pour les bibliothèques de garnison.

Le volume le *Siège de Paris* aura le même succès que ses aînés : *l'Invasion* — *Après Sedan* — *La Loire et l'Est*.

FISCHER, opticien-oculiste, 7, rue de la Paix, application de verres spéciaux pour toutes les vues, fatiguées, affaiblies ou malades.

SPORT

COURSES A VINCENNES

Lundi 26 octobre

RÉSULTATS

Prix d'Irlande. — Course de haies. — 2,500 francs. — Distance, 2,600 mètres.

1. Défilé, 8/1, à M. du Bos (Plummer).

2. Don Gignas, 1/6, au comte de Nicolay (Grey).

3. Wallon, 4/1, à M. Vincent (Bishop).

Non placés : Fatty, Vandoise, B. J. Dauphin (tombé).

Gagné facilement d'une longueur.

Prix de la Société. — Steeple-chase. — 3,000 francs. — Distance, 3,000 mètres.

1. Prélude, 6/4, à M. Jorel (Kellet).

2. Mal, 4/1, à M. Baresse (Lansdell).

3. Queteuse, 3/1, au prince J. Murat (Joanson).

Non placés : Pominé (tombé), Roussotte et Casse-Museau (tombés).

Gagné de deux longueurs.

Prix du Tally-Ho. — Steeple-chase. — 2,500 francs. — Distance, 3,000 mètres.

1. Théodora, 2/1, à M. de Weloski (Gaston).

2. Estella, 2/1, à M. Vincent (Bishop).

3. Jobourg, 3/1, à M. Khan (J. Barker).

Non placés : Excelsior (tombé).

Gagné au petit galop.

Prix de Saumur. — Steeple-chase (gentlemen et officiers). — 4,000 francs. — Distance, 3,800 mètres.

1. Alger, 3/1, à M. Wigginton (M. de Lamotte).

2. Malador, 4/1, à M. Guinebert (M. Halford).

3. Grand égalité, à M. Archdeacon (M. de Contades).

Non placés : Souverain, Pascaline.

Gagné assez facilement de deux longueurs.

Partitions à Crédit. — Vente (et location) de toutes les partitions, piano seul et piano et chant, publiées à Paris, livraison immédiate, payable 5 fr. par mois jusqu'à 100 fr. d'achat ; au-dessus de cette somme, le paiement est divisé en vingt mois.

— Librairie A. Piron, A. Le Vasseur, successeur, 33, rue de Fleury, Paris.

AVIS AUX DAMES !

Les chapeaux activant la production des poils follets tant sur le visage que sur les bras. Contre les premiers employez la *Pâte Epilatoire* Beaconsin absolument inoffensive et indolore pour les bras et les jambes servez-vous du *Pilore* qui en un instant rend à la peau sa blancheur et sa pureté.

DUSSER, inventeur, 1, r. J.-J.-Rousseau, Paris.

MAISONS RECOMMANDÉES

Serve

Arquebuser, 81, rue Lafayette.

Au Paradis des Enfants, 160, rue de Rivoli.

Pharmacie Normale, 49, rue Drouot.

Labourdette, carrossier, 106, avenue Malakof.

Reynaud, chemisier (Spéc. flanelle du pin Silvestre), 24, rue de la Paix.

A la Religieuse, Denil, — 2, rue Tronchet.

Belvaux. Porcelaines, 18, rue Royale.

Thonet frères, Meubles bois ornés, 15, boulevard Poissonnière.

E. Bourgeois, Grand dépôt porcelaines, 21, rue Drouot.

COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DU SUD DE LA FRANCE

GAZETTE THÉÂTRALE

Ce soir :
A la Porte-Saint-Martin, reprise et 201^e représentation de *Théodora* (Mmes Sarah-Bernhardt, Marie Laurent, Mary Vallier, MM. Marais, Garnier, Volny, H. Luguet).

Nous venons de recevoir le mot suivant :
« Remerciements sincères d'une petite convalescente ».

LOUISE THÉO.
Nous sommes heureux d'avoir à enregistrer ce mot « convalescente », car cette fois la gracieuse et sympathique diva est remise et pourra bientôt se livrer aux ébats d'une création qu'elle doit faire en janvier.

Les cinquante premières représentations de *L'Arlesienne* ont produit, à l'Odéon, 227,450 francs.
Résultat : M. Porel a traité avec M. Colonne, son orchestre et ses chanteurs, pour une dernière série de dix représentations.

On n'a pas attendu longtemps pour voir le drame de M. Bergerat réalisé. M. L. Monti, administrateur bien connu des tournées du *Monde ou l'on s'ennuie*, de *Le Zèbre de l'Inde* et de *Jean Baudry*, entreprend un voyage

en province et à Pétranger, avec *Flore de l'Inde*, la pièce d'après laquelle M. Bergerat a écrit son dernier roman.

A l'Opéra-Comique :
M. Maurel va prendre un congé le 15 décembre et ne reviendra qu'en avril pour la reprise du *Song d'une nuit d'été*.
On va reprendre prochainement les *Contes d'Hoffmann*, dont le succès n'avait été interrompu que par le départ de la principale interprète, Mlle Isaac.

M. Théodore de Banville a lu hier au Théâtre-Français une pièce en un acte, en vers, *Socrate et sa femme*, qui attend son tour depuis longtemps.

Nous avons déjà parlé du cours de musique d'ensemble pour dames et jeunes personnes, que M. Paspeloup ouvre le mardi 3 novembre prochain, avec le concours de MM. Lantieri (violin), Salmon (violoncelle), Mlle Flaxland, 40, rue des Mathurins.
Par suite des nombreuses inscriptions, M. Paspeloup se décide à ouvrir un second cours de musique d'ensemble, salle Gaveau, 8, boulevard Montmartre.
Ce deuxième cours, qui aura lieu les mercredis et samedis, de deux heures à quatre heures, ouvrira le mercredi 4 novembre. On s'inscrit chez les éditeurs de musique et salle Gaveau.
La réussite de la nouvelle entreprise du

fondeur des Concerts populaires n'était pas douteuse, et l'idée de faire entendre une fois par mois, à ses élèves, un de nos maîtres du piano devait obtenir un vrai succès.

A la Salle des Conférences du boulevard des Capucines, demain mercredi :
M. Alfred Naquet : Le Parlementarisme et le Suffrage universel.

G. DORANTE.

BULLETIN COMMERCIAL

BOURSE DE PARIS DU 26 OCTOBRE

Cote officielle du 26 OCTOBRE		(Clôture du soir)	
Blé de pays	40 25	Nov-Déc.	40 50
Blé de pays	40 25	Nov-Déc.	40 50
Blé de pays	40 25	Nov-Déc.	40 50
Blé de pays	40 25	Nov-Déc.	40 50
Blé de pays	40 25	Nov-Déc.	40 50
Blé de pays	40 25	Nov-Déc.	40 50
Blé de pays	40 25	Nov-Déc.	40 50
Blé de pays	40 25	Nov-Déc.	40 50
Blé de pays	40 25	Nov-Déc.	40 50
Blé de pays	40 25	Nov-Déc.	40 50

Blé de pays... 40 25... 40 50...
Blé de pays... 40 25... 40 50...
Blé de pays... 40 25... 40 50...
Blé de pays... 40 25... 40 50...
Blé de pays... 40 25... 40 50...
Blé de pays... 40 25... 40 50...
Blé de pays... 40 25... 40 50...
Blé de pays... 40 25... 40 50...
Blé de pays... 40 25... 40 50...
Blé de pays... 40 25... 40 50...

COTE OFFICIELLE du 26 OCTOBRE

Cote officielle du 26 OCTOBRE		(Clôture du soir)	
Blé de pays	40 25	Nov-Déc.	40 50
Blé de pays	40 25	Nov-Déc.	40 50
Blé de pays	40 25	Nov-Déc.	40 50
Blé de pays	40 25	Nov-Déc.	40 50
Blé de pays	40 25	Nov-Déc.	40 50
Blé de pays	40 25	Nov-Déc.	40 50
Blé de pays	40 25	Nov-Déc.	40 50
Blé de pays	40 25	Nov-Déc.	40 50
Blé de pays	40 25	Nov-Déc.	40 50
Blé de pays	40 25	Nov-Déc.	40 50

Raffiné bonne sorte... 107 50...
Cordons de soie... 108 50...
Mélasse de fabrication... 50...
Mélasse de raffinerie... 18...
Moyenne des cotes officielles des alcools pendant la semaine du 17 au 24 octobre : 47 12.

FARINES Douze-Markes

FARINES Douze-Markes		Cote officielle du 26 OCTOBRE	
Blé de pays	40 25	Nov-Déc.	40 50
Blé de pays	40 25	Nov-Déc.	40 50
Blé de pays	40 25	Nov-Déc.	40 50
Blé de pays	40 25	Nov-Déc.	40 50
Blé de pays	40 25	Nov-Déc.	40 50
Blé de pays	40 25	Nov-Déc.	40 50
Blé de pays	40 25	Nov-Déc.	40 50
Blé de pays	40 25	Nov-Déc.	40 50
Blé de pays	40 25	Nov-Déc.	40 50
Blé de pays	40 25	Nov-Déc.	40 50

Pris-courant légal établi par les courtiers assermentés à la Bourse de Paris, 23 octobre.
Les 100 kil. (à l'aqueduc) :
Cuir de Chilli en barres, liv. au Havre, 108 50
Cuir de Chilli en barres, liv. au Havre, 108 50
Cuir de Chilli en barres, liv. au Havre, 108 50
Cuir de Chilli en barres, liv. au Havre, 108 50
Cuir de Chilli en barres, liv. au Havre, 108 50
Cuir de Chilli en barres, liv. au Havre, 108 50
Cuir de Chilli en barres, liv. au Havre, 108 50
Cuir de Chilli en barres, liv. au Havre, 108 50
Cuir de Chilli en barres, liv. au Havre, 108 50
Cuir de Chilli en barres, liv. au Havre, 108 50

LE GÉRANT DU JOURNAL : G. GRISIER.

CHEMINS DE FER DE L'OUEST

A l'occasion de la fête de la Toussaint, les billets d'aller et retour délivrés, sur les grandes lignes, à partir du 30 octobre, seront valables, au retour, jusqu'au mardi 3 novembre.
A partir du 1^{er} novembre 1885, il ne sera plus délivré :
1^{er} De billets d'Excursions en Normandie et en Bretagne, valables pendant un mois ;
2^o De billets de Bains de mer, valables du vendredi au lundi.

Ventes et Achats de Fonds

Propriété 40 hectares close murs, bordant rivière, A VENDRE (Maine-et-Loire). Important PÊCHEUR ADJOINDRE DE QUALITÉ. Débouchés faciles. Px 60,000. Labat, 1, r. Bailly.

Avis divers

M^{re} de commission et transit (gde ville marit. Ouest), dem. commandite de 500,000. Int. offert 50/0 ann. bonn. garanties indiscutables. R. 1^{er} Agence de l'Industrie, 82, r. d'Hauteville.

On demande 250,000 f. en Commandite à 4 ou 2 (Capitalistes apportant également) p^r créer Société au capital de 500,000, p^r agrandir Industrie 1^{re} utilité et monopole. Prod. 20 0/0 net sans aléa. Garanties effectives. Labat, 1, r. Bailly.

Industrie et Commerce

CHASSEREAU DORÉ. Plantes enracinées, 80 à 40 c. En pot 1 f. 50. 200 variétés de 1 à 2 f. Catalogue franco. Chassereau, 8, r. Thémistocle.

THONET FRÈRES, de Vienne
SEULS INVENTEURS
DES MEUBLES EN BOIS COURBÉ
Unique succursale à Paris
15, BOULEVARD POISSONNIÈRE
Maison Fondée en 1850
Chaises, Panteuils, Canapés, Berceuses, Tables, Lits, Meubles d'enfants, etc.
ENVOI GRATUIT DU CATALOGUE
Se méfier des imitations
Exiger la marque THONET.

BOUGIE L'ÉTOILE. Exiger le mot Étoile sur chaque bougie.
DEPOT : 19, rue de la Chaussée-d'Antin.

GAULOIS ET GERMAINS RÉCITS MILITAIRES

Par le Général AMBERT
VIENDE PARAITRE : QUATRIÈME ET DERNIÈRE SÉRIE

LE SIÈGE DE PARIS

Sommaires principaux : Défense, armement et approvisionnements de Paris. — Les ballons. — Les pigeons. — Châtillon. — Bictre. — Champagne. — Ambulances. — Trochu. — Vinoy. — Ducrot. — Les marins. — Les Allemands autour de Paris. — Buzenval. — La Commune.

Un beau volume in-8, orné de huit portraits hors texte. — Prix : 5 fr.; franco, 5 fr. 50.

La quatrième série des *Récits militaires*, qui vient de paraître, est consacrée au *Siège de Paris*. Si l'éminent écrivain signale les hésitations et les faiblesses de la Défense, il redit aussi la patriotique énergie des Vinoy, des Ducrot et des La Roncière ; les

morts héroïques des Guilhem, Baroche, Regnault, Franchetti, Grancey et Dampierre, tous à l'ennemi ; la vaillance de nos mobiles et de nos marins, le courage admirable des femmes du peuple supportant la misère et la faim, et le dévouement de tous auprès des nos blessés.

SÉRIE PRÉCÉDENTE PARUES :
1^{re} SÉRIE : L'INVASION. 1 beau volume in-8, orné de huit portraits hors texte. — Prix : 5 fr.; franco, 5 fr. 50. 6^e édition.
— La première série renferme le récit de tous les événements militaires, depuis la déclaration de guerre jusqu'à y compris la capitulation de Sedan.

2^e SÉRIE : APRÈS SEDAN. 1 beau volume in-8, orné de huit portraits hors texte. — Prix : 5 fr.; franco, 5 fr. 50. 7^e édition.
— Beauce, Normandie, Armée du Nord, Tours, Versailles, Mobiles, Zouaves pontificaux, Retraite du 13^e corps, Napoléon III et l'armée française.

3^e SÉRIE : LA LOIRE ET L'EST. 1 beau volume in-8, orné de huit portraits hors texte. — Prix : 5 fr.; franco, 5 fr. 50. 6^e édition.
— 6^e édition. — Cette troisième série comprend les événements accomplis sur les bords de la Loire, la lutte héroïque de Chanzy et les opérations militaires dans les Vosges et l'Est. Elle complète ainsi tout l'histoire de la guerre en province.

CHAQUE SÉRIE FORME UN TOUT ABSOLUMENT COMPLET ET SE VEND SÉPARÉMENT

Librairie BLOUET et BARRAL, 4, rue Madame, et 59, rue de Rennes, Paris.

La Foncière

COMPAGNIE D'ASSURANCES sur la VIE

AUTORISÉE PAR DÉCRET DU GOUVERNEMENT

Place Vendôme, à PARIS

Capital social : QUARANTE MILLIONS

ASSURANCES

VIE ENTIÈRE — MIXTE — TERME FIXE

Ces Assurances donnent droit à 80% dans les bénéfices à une PARTICIPATION de 80% de la Compagnie.

Assurances Temporaires. — Assurances de Survie

Assurances de Capitalisés différés.

RENTES VIAGÈRES

Pharmacie et Médecine

MAUX DE GORGE le Gargarisme-Sec

DU Dr WILLIAMS

qui font tout, toujours avoir dans sa poche, préserve et guérit très promptement (1^{re} 50 francs par poste).

PHARMACIE NORMALE, 19, rue Drouot, Paris

VOIES URINAIRES

Librairie de l'Académie de Médecine, G. MASSON, éditeur,

120, boulevard Saint-Germain, Paris

HYGIÈNE & MÉDECINE DES FAMILLES

Tablettes du Docteur

2^e SÉRIE

Par le Docteur M. VIGOUROUX

OFFICIER D'ACADÉMIE, MÉDECIN-INSPECTEUR DES ÉCOLES DU IV^e ARRONDISSEMENT

Un fort beau volume : 3 fr. 50.

Prix exceptionnel pour les abonnés de LA PATRIE : 2 fr. 50 port compris.

La 1^{re} série « Les Tablettes du Docteur » est également à la disposition

des abonnés de LA PATRIE au prix de 2 fr. 50.

SPECTACLES

du 27 Octobre

OPÉRA, 8 h. 1/2. — Relâche.

FRANÇAIS, 8 h. 1/2. — Denise.

OPÉRA-COMIQUE, 7 h. 3/4. — L'Étoile du Nord.

ODÉON, 8 h. 1/2. — L'Arlesienne.

GYMNASE, 8 h. 1/2. — La Doctoresse.

PORT-SAINT-MARTIN, 7 h. 3/4. — Théodora.

PALAIS-ROYAL, 8 h. 1/2. — Les Noces d'un Réserviste.

VAUDEVILLE, 8 h. 1/4. — L'Age Ingrat.

VARIÉTÉS, 8 h. 1/4. — Le Voyage en Suisse.

NOUVEAUTÉS, 8 h. 1/2. — Le Petit Chaperon rouge.

CHATELET, 8 h. — Coco-Félicé.

FOLIES-DRAMATIQUES, 8 h. 1/4. — Les Cloches de Corneville.

RENAISSANCE, 8 h. 1/2. — Le Procès Veauvradieux.

GAITÉ, 8 h. 1/2. — Relâche.

BOUFFES-PARISIENS, 8 h. — Les Cent Vierges.

MENUS-PLAISIRS, 8 h. — La Mascotte.

AMBIGU, 8 h. 1/2. — Une Cause célèbre.

NATIONS, 8 h. 1/2. — Le Courrier de Lyon.

CLUNY, 8 h. 1/2. — Mon Oncle.

DEJAZET, 8 h. — Aux Filles de Gambrinus.

BEAUMARCHAIS, 8 h. 1/2. — Le Sonneur de Saint-Paul.

EDEN-THÉÂTRE, rue Aubert, près l'Opéra. — 9 h. 1/2. — Messalina, grand ballet historique.

HIPPODROME. — Tous les soirs à 8 h. 1/2 ; dimanches, jeudis et fêtes, matinée à 3 h.

CIRQUE D'HIVER. — Tous les soirs à 8 h. 1/2. Exercices équestres.

CIRQUE FERNANDO. — Tous les soirs à 8 h. 1/2. Spectacle varié.

FOLIES-BERGÈRE, 8 h. 1/2. — Tous les soirs, Divertissements, Pantomimes, Gymnastes.

ELDORADO, boulevard de Strasbourg, 3 h. — Concert varié.

CONCERT PARISIEN, 37, faubourg Saint-Denis, 10, rue de l'Échiquier. — 8 heures. — Tous les soirs, spectacle varié. Matinées : dimanches et fêtes.

SCALA, 8 h. — Spectacle-concert tous les soirs.

ALCAZAR D'HIVER. — Tous les soirs à 8 heures, concert varié.

ROBERT-HOUDIN, h. 1/2. — Magie par Dickson.

MUSÉE GRÉVIN (boulevard Montmartre). — Ouvert tous les jours de 11 heures à 11 heures du soir ; dimanches et fêtes de 11 heures du matin à 11 heures du soir.

EDEN-MUSÉE, 17, boulevard de Strasbourg. — Spectacle-concert. — Figures de cire.

PUBLICATIONS DE MARIAGES

ENTRE :

M. Bailleur, rue des Grands-Champs, 46 et Mlle Angevin, rue d'Aron, 77. — M. Bonnard, rue Julien-Lacroix, 49 et Mlle Lucotte, rue Villin, 21.

M. Brenac, rue des Couronnes, 6 et Mme Vve Aubry, rue des Rigoles, 48. — M. Cury, rue de Palikao, 32 et Mlle Demange, même rue. — M. Cussinet, rue Menilmontant, 101 et Mme Vve Delpeuch, rue des Coudes, 1. — M. Grandpierre, rue des Orfèvres, 23 et Mlle Limacher, même rue. — M. Guéret, rue de Tourville, 5 et Mme Vve Ardevigne, rue des Couronnes, 32. — M. Haller, rue de Terre-Neuve, 36 et Mlle Monnet, même rue. — M. Kien, rue du d'Armenion, 79 et Mlle Rech, même rue. — M. Chabrier, rue Vitruve, 51 et Mlle Pinet, même rue. — M. Longellé, rue de la Mare, 62 et Mlle Cousin, même rue. — M. Pichon, rue de Belleville, 57 et Mlle Delanoux, rue Julien-Lacroix, 14. — M. Dupier, villa Fauconnier, 27 et Mlle Bardin, même villa. — M. Tazacq, rue des Prairies, 100 et Mlle Chabrier, rue des Roudoues, 84. — M. Vidalle, rue des Partants, 23 et Mlle Gilson, rue de Couronnes, 50. — M. Ambroise, rue des Pyramides, 4 et Mlle Maes, rue de Louis, 1. — M. Gecrès, rue des Pyramides, 5 et Mlle Martin, rue Turbigo, 3. — M. Lachavanne, rue des Partants, 93 et Mlle Daudin, à Chelles. — M. Mailhard, rue des Amandiers, 85 et Mlle Fendard, Avre Burançon, 20. — M. Saur, rue des Pyramides, 78 et Mlle Lécier, cité Laumière, 34.

M. Bailleau, rue des Grands-Champs, 46 et Mlle Angevin, rue d'Aron, 77. — M. Bonnard, rue Julien-Lacroix, 49 et Mlle Lucotte, rue Villin, 21.

M. Brenac, rue des Couronnes, 6 et Mme Vve Aubry, rue des Rigoles, 48. — M. Cury, rue de Palikao, 32 et Mlle Demange, même rue. — M. Cussinet, rue Menilmontant, 101 et Mme Vve Delpeuch, rue des Coudes, 1. — M. Grandpierre, rue des Orfèvres, 23 et Mlle Limacher, même rue. — M. Guéret, rue de Tourville, 5 et Mme Vve Ardevigne, rue des Couronnes, 32. — M. Haller, rue de Terre-Neuve, 36 et Mlle Monnet, même rue. — M. Kien, rue du d'Armenion, 79 et Mlle Rech, même rue. — M. Chabrier, rue Vitruve, 51 et Mlle Pinet, même rue. — M. Longellé, rue de la Mare, 62 et Mlle Cousin, même rue. — M. Pichon, rue de Belleville, 57 et Mlle Delanoux, rue Julien-Lacroix, 14. — M. Dupier, villa Fauconnier, 27 et Mlle Bardin, même villa. — M. Tazacq, rue des Prairies, 100 et Mlle Chabrier, rue des Roudoues, 84. — M. Vidalle, rue des Partants, 23 et Mlle Gilson, rue de Couronnes, 50. — M. Ambroise, rue des Pyramides, 4 et Mlle Maes, rue de Louis, 1. — M. Gecrès, rue des Pyramides, 5 et Mlle Martin, rue Turbigo, 3. — M. Lachavanne, rue des Partants, 93 et Mlle Daudin, à Chelles. — M. Mailhard, rue des Amandiers, 85 et Mlle Fendard, Avre Burançon, 20. — M. Saur, rue des Pyramides, 78 et Mlle Lécier, cité Laumière, 34.

M. Bailleau, rue des Grands-Champs, 46 et Mlle Angevin, rue d'Aron, 77. — M. Bonnard, rue Julien-Lacroix, 49 et Mlle Lucotte, rue Villin, 21.

M. Brenac, rue des Couronnes, 6 et Mme Vve Aubry, rue des Rigoles, 48. — M. Cury, rue de Palikao, 32 et Mlle Demange, même rue. — M. Cussinet, rue Menilmontant, 101 et Mme Vve Delpeuch, rue des Coudes, 1. — M. Grandpierre, rue des Orfèvres, 23 et Mlle Limacher, même rue. — M. Guéret, rue de Tourville, 5 et Mme Vve Ardevigne, rue des Couronnes, 32. — M. Haller, rue de Terre-Neuve, 36 et Mlle Monnet, même rue. — M. Kien, rue du d'Armenion, 79 et Mlle Rech, même rue. — M. Chabrier, rue Vitruve, 51 et Mlle Pinet, même rue. — M. Longellé, rue de la Mare, 62 et Mlle Cousin, même rue. — M. Pichon, rue de Belleville, 57 et Mlle Delanoux, rue Julien-Lacroix, 14. — M. Dupier, villa Fauconnier, 27 et Mlle Bardin, même villa. — M. Tazacq, rue des Prairies, 100 et Mlle Chabrier, rue des Roudoues, 84. — M. Vidalle, rue des Partants, 23 et Mlle Gilson, rue de Couronnes, 50. — M. Ambroise, rue des Pyramides, 4 et Mlle Maes, rue de Louis, 1. — M. Gecrès, rue des Pyramides, 5 et Mlle Martin, rue Turbigo, 3. — M. Lachavanne, rue des Partants, 93 et Mlle Daudin, à Chelles. — M. Mailhard, rue des Amandiers, 85 et Mlle Fendard, Avre Burançon, 20. — M. Saur, rue des Pyramides, 78 et Mlle Lécier, cité Laumière, 34.

M. Bailleau, rue des Grands-Champs, 46 et Mlle Angevin, rue d'Aron, 77. — M. Bonnard, rue Julien-Lacroix, 49 et Mlle Lucotte, rue Villin, 21.

M. Brenac, rue des Couronnes, 6 et Mme Vve Aubry, rue des Rigoles, 48. — M. Cury, rue de Palikao, 32 et Mlle Demange, même rue. — M. Cussinet, rue Menilmontant, 101 et Mme Vve Delpeuch, rue des Coudes, 1. — M. Grandpierre, rue des Orfèvres, 23 et Mlle Limacher, même rue. — M. Guéret, rue de Tourville, 5 et Mme Vve Ardevigne, rue des Couronnes, 32. — M. Haller, rue de Terre-Neuve, 36 et Mlle Monnet, même rue. — M. Kien, rue du d'Armenion, 79 et Mlle Rech, même rue. — M. Chabrier, rue Vitruve, 51 et Mlle Pinet, même rue. — M. Longellé, rue de la Mare, 62 et Mlle Cousin, même rue. — M. Pichon, rue de Belleville, 57 et Mlle Delanoux, rue Julien-Lacroix, 14. — M. Dupier, villa Fauconnier, 27 et Mlle Bardin, même villa. — M. Tazacq, rue des Prairies, 100 et Mlle Chabrier, rue des Roudoues, 84. — M. Vidalle, rue des Partants, 23 et Mlle Gilson, rue de Couronnes, 50. — M. Ambroise, rue des Pyramides, 4 et Mlle Maes, rue de Louis, 1. — M. Gecrès, rue des Pyramides, 5 et Mlle Martin, rue Turbigo, 3. — M. Lachavanne, rue des Partants, 93 et Mlle Daudin, à Chelles. — M. Mailhard, rue des Amandiers, 85 et Mlle Fendard, Avre Burançon, 20. — M. Saur, rue des Pyramides, 78 et Mlle Lécier, cité Laumière, 34.

M. Bailleau, rue des Grands-Champs, 46 et Mlle Angevin, rue d'Aron, 77. — M. Bonnard, rue Julien-Lacroix, 49 et Mlle Lucotte, rue Villin, 21.

M. Brenac, rue des Couronnes, 6 et Mme Vve Aubry, rue des Rigoles, 48. — M. Cury, rue de Palikao, 32 et Mlle Demange, même rue. — M. Cussinet, rue Menilmontant, 101 et Mme Vve Delpeuch, rue des Coudes, 1. — M. Grandpierre, rue des Orfèvres, 23 et Mlle Limacher, même rue. — M. Guéret, rue de Tourville, 5 et Mme Vve Ardevigne, rue des Couronnes, 32. — M. Haller, rue de Terre-Neuve, 36 et Mlle Monnet, même rue. — M. Kien, rue du d'Armenion, 79 et Mlle Rech, même rue. — M. Chabrier, rue Vitruve, 51 et Mlle Pinet, même rue. — M. Longellé, rue de la Mare, 62 et Mlle Cousin, même rue. — M. Pichon, rue de Belleville, 57 et Mlle Delanoux, rue Julien-Lacroix, 14. — M. Dupier, villa Fauconnier, 27 et Mlle Bardin, même villa. — M. Tazacq, rue des Prairies, 100 et Mlle Chabrier, rue des Roudoues, 84. — M. Vidalle, rue des Partants, 23 et Mlle Gilson, rue de Couronnes, 50. — M. Ambroise, rue des Pyramides, 4 et Mlle Maes, rue de Louis, 1. — M. Gecrès, rue des Pyramides, 5 et Mlle Martin, rue Turbigo, 3. — M. Lachavanne, rue des Partants, 93 et Mlle Daudin, à Chelles. — M. Mailhard, rue des Amandiers, 85 et Mlle Fendard, Avre Burançon, 20. — M. Saur, rue des Pyramides, 78 et Mlle Lécier, cité Laumière, 34.

M. Bailleau, rue des Grands-Champs, 46 et Mlle Angevin, rue d'Aron, 77. — M. Bonnard, rue Julien-Lacroix, 49 et Mlle Lucotte, rue Villin, 21.

M. Brenac, rue des Couronnes, 6 et Mme Vve Aubry, rue des Rigoles, 48. — M. Cury, rue de Palikao, 32 et Mlle Demange, même rue. — M. Cussinet, rue Menilmontant, 101 et Mme Vve Delpeuch, rue des Coudes, 1. — M. Grandpierre, rue des Orfèvres, 23 et Mlle Limacher, même rue. — M. Guéret, rue de Tourville, 5 et Mme Vve Ardevigne, rue